GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

BUREAU

RUE HARLAY-DU-PALAIS, 3
au coin du quai de l'Horloge
à Paris.

(Les lettres doivent être affranchies.)

ABONNEMENT
PARIS ET LES DÉPARTEMENTS
Un an, 72 fr.
Six mois, 36 fr.—Trois mois, 18 fr.
ÉTRANGER :
Le port en sus, pour les pays sans
échange postal.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES

Sommaire.

JUSTICE CIVILE. — Cour de cassation (chambre civile): Bulletin: Institution universelle; aliénation de l'un des objets y compris; donation onéreuse; acceptation. — Défaut de motifs; appel; fin de non-recevoir. — Enquête; délai pour la commencer; loi sarde.
JUSTICE CRIMINELLE. — Cour d'assises de la Seine: Avortement par une sage-femme; trois accusés. — Tribunal correctionnel de Paris (6^e ch.): Affaire de la Société démocratique socialiste; société secrète.
CRONIQUE.

JUSTICE CIVILE

COUR DE CASSATION (chambre civile).

Présidence de M. Pascalis.

Bulletin du 14 juillet.

INSTITUTION UNIVERSELLE. — ALIÉNATION DE L'UN DES OBJETS Y COMPRIS. — DONATION ONÉREUSE. — ACCEPTATION.

La règle que l'aliénation de la chose léguée emporte révocation du legs pour tout ce qui a été aliéné, ne s'applique qu'aux legs particuliers; elle est sans application à une institution universelle. En ce dernier cas, en effet, l'aliénation n'indique pas que le testateur ait voulu rien retirer de son hérité, mais indique seulement qu'il a entendu en modifier la substance, y remplacer une chose par une autre, un objet par une somme. (Art. 827 du Code civil sarde, correspondant à l'art. 1038 du Code Napoléon.)

La règle que l'acceptation d'une donation doit toujours être expresse, n'admet pas d'exception au cas où il s'agit d'une donation onéreuse; l'exécution des conditions onéreuses n'équivaut pas à l'acceptation de la donation. (Article 1451 du Code civil sarde.)

Rejet, au rapport de M. le conseiller de La Palme, et conformément aux conclusions de M. le premier avocat-général de Marnas, d'un pourvoi dirigé contre un arrêt rendu, le 5 janvier 1859, par la Cour de Chambéry. (Arrest contre Arnaud; plaidants, M^{rs} J. Bozérian et Lefebvre.)

DÉFAUT DE MOTIFS. — APPEL. — FIN DE NON-RECEVOIR.

A l'appel dirigé contre un jugement qui ordonnait une expertise, l'intimé a opposé une fin de non-recevoir tirée de ce que le jugement dont est appel serait purement et simplement préparatoire. La Cour d'appel, « sans s'arrêter, dit-elle, à la fin de non-recevoir, » l'écarte par voie de préterition, et ne s'explique, dans ses motifs et dans son dispositif, que sur le fond de la demande, dont elle prononce le rejet. Dans ces conditions, l'arrêt de la Cour d'appel est nul, pour défaut de motifs sur la fin de non-recevoir. (Art. 7 de la loi du 20 avril 1840; art. 451 et 452 du Code de procédure civile.)

Cassation, au rapport de M. le conseiller Aylies, et conformément aux conclusions de M. le premier avocat-général de Marnas, d'un arrêt rendu, le 7 février 1860, par la Cour impériale de Lyon. (Molin et consorts contre Prenat. Plaidants, M^{rs} Béchard et Delaborde.)

ENQUÊTE. — DÉLAI POUR LA COMMENCER. — LOI SARDE.

Les délais à l'expiration desquels le Code de procédure sarde attache expressément la déchéance ne peuvent être prorogés par les Tribunaux, même avec l'adhésion des parties. Spécialement, cette règle est applicable à la disposition de la loi sarde portant que l'enquête sera commencée, à peine de nullité, dans les dix jours de la signification du jugement qui l'ordonne. (Art. 281 et 1107 du Code de procédure sarde.)

La nullité de la signification du jugement qui ordonne l'enquête ne met pas obstacle à ce que la déchéance soit prononcée faute d'avoir commencé dans les dix jours les opérations de l'enquête, si cette nullité n'a pas été proposée avant la défense au fond, si notamment l'adversaire, qui n'a, à aucun moment, excipé de cette nullité en première instance, n'en a excipé qu'en appel. (Art. 256 du Code de procédure civile sarde.)

Le délai de dix jours, dans lequel doivent être commencées les opérations de l'enquête, n'admet aucune augmentation à raison des distances. (Art. 281 et 1103 du même Code de procédure civile sarde.)

Rejet, au rapport de M. le conseiller Aylies, et conformément aux conclusions de M. le premier avocat-général de Marnas, d'un pourvoi dirigé contre un arrêt de la Cour de Chambéry. (Veuve et consorts Matrod contre veuve Mathieu; plaidants, M^{rs} Delaborde et J. Bozérian.)

JUSTICE CRIMINELLE

COUR D'ASSISES DE LA SEINE.

Présidence de M. Gougé.

Audience du 14 juillet.

AVORTEMENT PRATIQUÉ PAR UNE SAGE-FEMME. — TROIS ACCUSÉS.

La première accusée assise sur le banc est une jeune et jolie fille (elle n'a que dix-neuf ans), nommée Henriette-Maria Vermasse. Sa toilette est simple, de bon goût; sa tenue aux débats est des plus convenables.

Après elle vient la nommée Jeanne-Marie Audry, femme Nichon, sage-femme à Paris, âgée de quarante-six ans. Elle serait, au dire de l'accusation, l'auteur de l'avortement pratiqué sur la première accusée.

M^{rs} Lachaud, avocat, est chargé de sa défense.

Enfin, au troisième rang, est placée Françoise-Marie Lebreton, marchand de bois, âgé de trente-six ans, assez beau garçon pour qu'on s'explique le rôle qu'il a joué dans cette affaire, au point de vue du moins des séductions dont la première accusée et sa sœur ont été les victimes.

C'est M^{rs} Nogent Saint-Laurens, avocat, qui est chargé de la défense de cet accusé.

M. l'avocat-général Hello est assis au fauteuil du ministère public.

L'acte d'accusation a révélé les faits suivants :

Dans le courant de l'année 1860, la fille Henriette Vermasse demeurait avec les époux Chalmond, son beau-père et sa mère, mariés en secondes noces, boulevard d'Ivry, 39; dans la même maison habitaient les époux Lebreton, marchands de bois, et des relations de bon voisinage et d'amitié s'établirent entre les deux familles. Lebreton profita de ces rapports fréquents pour séduire Henriette Vermasse, âgée alors de dix-sept ans, et qui travaillait habituellement à la journée chez lui. Les relations intimes qui s'étaient établies entre eux furent découvertes aux mois de juillet par la femme Lebreton, qui en fit part à la mère d'Henriette. La femme Chalmond retourna sa fille, et au mois d'octobre suivant les époux Chalmond quittèrent la maison pour habiter un logement rue de Bercy-Saint-Antoine, 69.

Malgré le changement qui s'était opéré, la liaison de Lebreton et de la fille Vermasse ne fut point interrompue. Lebreton loua, pour y donner rendez-vous à sa maîtresse, des chambres meublées, d'abord rue Saint-Honoré, 139, puis rue du Luxembourg, 3, et enfin rue Malher, 5. Ces chambres étaient choisies à proximité des ateliers où Henriette allait travailler en journée. En rentrant chez ses parents le soir, du mois d'avril 1861 au mois d'octobre de la même année, cette jeune fille fut occupée chez la dame Vasseur, couturière, rue de Rivoli, au coin de la rue Mondovi, puis elle fut placée chez la dame Fallot, rue du Val-Sainte-Catherine, 3.

Au mois d'août dernier, elle devint enceinte des œuvres de Lebreton. Ce dernier, en apprenant cette nouvelle, éprouva une vive inquiétude à la pensée du scandale qui résulterait de cet événement, et il engagea immédiatement sa maîtresse à chercher une femme qui pourrait lui faire passer sa grossesse.

Au commencement d'octobre, Henriette Vermasse remarqua l'enseigne de la femme Nichon, sage-femme, rue Saint-Hyacinthe-Saint-Honoré, 1. Elle entra dans la maison, mais la concierge lui dit que la sage-femme était sortie. Elle revint le lendemain, et fut reçue par la femme Nichon. Celle-ci, après quelques marques de défiance, accueillit la proposition de procurer l'avortement, sur la promesse qui lui fut faite d'une somme de 100 francs, et donna rendez-vous à la fille Vermasse pour le surlendemain.

Au jour fixé Henriette se présenta accompagnée de Lebreton, qui, pour exciter encore les dispositions criminelles de la femme Nichon, lui remit immédiatement 100 francs en un billet de banque. La sage-femme fit passer Lebreton dans un cabinet, afin d'être seule dans sa chambre avec la fille Vermasse, dans le but, dit-elle, d'éviter un témoignage et de se ménager la possibilité de nier. Elle pratiqua ce jour-là, au moyen d'une sonde, une première opération qui fut renouvelée plusieurs fois.

Le 8 novembre eut lieu la dernière opération, Lebreton y assista, et s'assura, par la démonstration qu'il fit à la femme Nichon, que le succès était certain.

Le 15 novembre en effet, vers neuf heures du soir, Favorément eut lieu; les pratiques de la femme Nichon sur la personne de la fille Vermasse eurent pour résultat l'expulsion par celle-ci d'un fœtus de trois mois et demi environ d'existence intra-utérine. Quelques jours après, Lebreton remit 50 francs à sa maîtresse pour l'inhumation du fœtus.

Les relations criminelles continuèrent entre les deux accusés jusqu'au commencement de mars, époque à laquelle Lebreton, en proie à une vive jalousie, fit aux époux Chalmond et à leur fille des scènes de violence à la suite desquelles le commissaire de police fut informé des actes qui s'étaient accomplis.

La fille Vermasse a fait des aveux complets; quant à Lebreton, il reconnaît l'exactitude des faits qui lui sont imputés; il se borne à prétendre que la fille Vermasse tenait une conduite déréglée avant de le connaître, et qu'il n'avait eu aucune pensée criminelle en engageant sa maîtresse à consulter une sage-femme. Une pareille alléguation ne peut être accueillie, et la culpabilité de Lebreton ne saurait être douteuse.

La femme Nichon a déjà été condamnée à un mois de prison pour abus de confiance. Cette femme oppose à l'accusation les dénégations les plus absolues; elle va jusqu'à prétendre qu'elle ne connaît ni l'un ni l'autre de ses co-accusés. Mais les aveux précis et circonstanciés de ses derniers; la description minutieuse, exacte, qu'a faite la fille Vermasse des dispositions de l'appartement de cette sage-femme et des personnes qui habitent avec elle, ne laissent aucun doute sur sa participation directe et principale aux faits relevés contre les trois accusés.

L'interrogatoire des trois accusés peut se résumer de la manière suivante :

La fille Vermasse avoue tout, dénonce tout ce qui s'est passé, ainsi qu'elle l'a fait dans l'instruction et ainsi que vient de le rappeler l'acte d'accusation.

La femme Nichon nie tout. Elle n'a jamais vu, jamais reçu chez elle ni la fille Maria, ni le sieur Lebreton; elle ne peut donc pas avoir commis le crime qu'on lui reproche.

Quant à Lebreton, il prend un moyen terme. Il convient qu'il s'est adressé à la femme Nichon; qu'il est allé chez elle avec la fille Vermasse, qu'il a donné 100 francs à la sage-femme, seulement il soutient que c'était pour faire cesser un retard dont se plaignait sa maîtresse. Si la sage-femme a fait autre chose, si elle est allée plus loin, ce n'est pas sur sa demande, c'est même contrairement à ses intentions qu'elle a agi ainsi.

Le sieur Chalmond, beau-père de la première accusée, raconte les scènes désagréables et inconvenantes que Lebreton est venu faire chez lui. Il avait toujours ignoré l'inconduite de sa belle-fille, et il a cédé à un mouvement d'indignation bien naturel quand il a dénoncé Lebreton à raison des scènes qu'il se permettait de faire. C'est en insistant sur cette plainte que les faits relatifs à l'avortement ont été révélés à la justice.

La femme Chalmond, mère de Maria, se présente pour déposer. Le ministère public et les défenseurs s'accordent pour déclarer que sa déposition peut être écartée du débat, et la Cour décide que le témoin ne sera pas entendu.

Une jeune fille de vingt ans, à la mine fort éveillée, se présente à son tour: c'est la sœur de la première accusée. En répondant aux questions de M. le président, elle ne fait aucune difficulté d'avouer qu'elle a, elle aussi, été la maîtresse de Lebreton, et cela en même temps que sa sœur. Le moyen de Lebreton pour la décider a été de lui dire qu'il ne voyait pas sa sœur assez souvent.

Et voilà à quel niveau, dans certaine classe de la société, est descendu le sens moral!

On entend les médecins, puis quelques témoins à décharge.

Plusieurs docteurs déclarent qu'ils connaissent la femme Nichon depuis longtemps et qu'ils n'ont que de bons renseignements à donner sur son compte.

Lebreton a fait assigner un jeune garçon de Chatenay, aujourd'hui âgé de dix-huit ans, qui vient nettement de

clarer qu'il a été l'amant de la fille Vermasse avant Lebreton.

L'accusée assez froidement: Monsieur ment.

Le témoin: Non, non; ce que je dis est vrai.

L'audience est suspendue, et la parole est ensuite donnée à M. l'avocat-général Hello, qui soutient l'accusation.

Après avoir entendu M^{rs} Cléry, Lachaud et Nogent-Saint-Laurens pour les accusés, M. le président résume les débats, et les jurés se retirent pour délibérer sur les questions qui leur sont soumises.

Maria Vermasse, déclarée non coupable, est acquittée; la femme Nichon est condamnée à huit ans de réclusion, et Lebreton à cinq ans de prison.

TRIBUNAL-CORRECTIONNEL DE PARIS (6^e ch.).

Présidence de M. Salmon.

Audience du 14 juillet.

AFFAIRE DE LA SOCIÉTÉ DÉMOCRATIQUE SOCIALISTE. — SOCIÉTÉ SECRÈTE.

A l'ouverture de l'audience M. le président donne la parole à M^{rs} Renaud, défenseur de Vassel, nommé d'office par M. le bâtonnier.

M. Miot: Monsieur le président, avant que le défenseur prenne la parole, je désirerais faire entendre un témoin que j'ai fait assigner, M. Fleury, qui dira comment il a vu à s'occuper et comment j'ai eu, par son entremise, à m'occuper moi-même d'un emprunt d'argent pour Perrinet.

M. le président: Faites approcher le témoin.

M. Fleury, cinquante-trois ans, ancien représentant: Je ne connais Perrinet que depuis trois ou quatre mois, mais précédemment je le connaissais de réputation. Il est de mon pays, d'une famille très honnête, et lui-même est un fort honnête homme. Il y a trois ou quatre mois, il est venu me parler d'un emprunt d'argent: il avait besoin d'une somme, mais trop forte pour que je puisse la lui donner. Je lui promis de parler à quelques compatriotes, ce que j'eus, et je réunis pour lui une petite somme. Elle était encore insuffisante; je lui demandai s'il s'était adressé à d'autres qu'à moi; il me dit que oui, entretenez, à M. Miot. Je lui promis d'en parler à M. Miot. Je vis, en effet, M. Miot, qui voulut bien s'occuper de cette affaire, mais il n'aboutit pas. Pourtant, je continuais encore mes démarches, quand j'ai appris que Perrinet était arrêté.

M. Emmanuel Arago: Il y a deux choses à retenir dans cette déposition: la première, qui fait connaître la nature des relations qui ont existé entre Perrinet et M. Miot, la seconde que Perrinet jouit d'une excellente réputation dans son pays et parmi ses compatriotes.

M. le président: Il n'y a plus de témoins à entendre? La parole est au défenseur de Vassel.

M. Renaud: Messieurs, qu'il me soit permis avant d'entrer dans la discussion de cette affaire, de remercier M. l'avocat impérial du passage de son réquisitoire où il a bien voulu réhabiliter mon infortuné client du reproche de délation qui pesait sur lui comme un opprobre et qu'il marquait au front d'un honteux stigmate.

J'aurais tout rarement, dans cette discussion, la bonne fortune d'être d'accord avec M. l'avocat impérial, pour ne pas saisir avec empressement cette occasion de lui dire que je pense comme lui sur ce point.

Je vous l'avouerai franchement, quand la défense de Vassel m'a été confiée par le bâtonnier de notre ordre, je me suis senti étrangement troublé; il y avait autour de Vassel quelque chose comme de louche qu'il importait, avant tout, à son défenseur d'éclaircir. Quelques paroles de l'honorable M. Cremieux avaient fait naître dans mon âme d'étranges inquiétudes.

Je dois au Tribunal, je dois à mes honorables confrères, je me dois à moi-même de déclarer que bien avant le réquisitoire de M. l'avocat impérial, bien avant la fin des débats, dès ma première entrevue, l'impression produite par ces paroles était effacée.

Je n'en remercie pas moins M. l'avocat impérial, mais, à mon grand regret, mon accord avec lui ne peut se prolonger longtemps, et dès le début de ma plaidoirie il faut me séparer de lui.

Il vous a dit: Vassel est un homme jouissant de ses facultés intellectuelles; il doit être responsable de tous ses écrits; et qu'il a fait peut servir d'armes à l'accusation contre lui et contre ses coprévenus.

Que M. le procureur impérial me permette de lui répondre qu'il y a sur ce banc un prévenu qui connaît Vassel mieux que lui-même, c'est Carré. Carré a dit que Vassel était un cœur bon et généreux, cela est vrai, mais qu'il avait des instants de véritable insensité, que l'équilibre de son intelligence était rompu; cela est vrai encore.

Faut-il s'en étonner? Savez-vous ce que c'est que la vie de Vassel depuis dix ans? Une vie de passion, de fièvre politique, de prison, de déportation, d'exil.

J'affirme qu'il a été atteint dans son intelligence; je ne dis pas qu'il soit fou, mais je dis qu'il n'a pas la plénitude de sa raison; qu'il est exposé à prendre souvent ses rêves pour des réalités, et à affirmer de très bonne foi, dans ses lettres, comme dans ses discours, l'existence présente d'espérances à peine entrevues de rêves mal définis.

C'est là ce qui le rend un homme si compromettant pour ses meilleurs amis, pour ses plus chères idées et pour lui-même; c'est là ce qui le rend si facile à surprendre et à se livrer, ce qui fait de lui, dans toute cette affaire, le jouet d'un misérable dont j'aurais souvent à parler, et qu'on nomme Bachelet. J'établirai cela, quoi qu'en puisse penser M. l'avocat impérial.

C'est là enfin ce qui fait, selon moi, que jamais, messieurs, vous ne devez accueillir son témoignage direct ou indirect, puisé dans ses lettres.

Ceci dit, messieurs, j'entre dans les faits de la cause.

M. Renaud, après avoir exposé les antécédents de son client et avoir répondu aux reproches qui lui ont été faits sur sa comptabilité alors qu'il était marchand-des-logis-chef, rappelle toute sa vie politique, et continue en ces termes:

Voilà pour l'accessoire; j'arrive maintenant aux explications données par Vassel sur l'emploi de son temps de 1859 à 1862.

Le ministère public a dit que Vassel avait de nombreuses relations dans le parti républicain socialiste, qu'il a vu, dans cette période de 1859 à 1862, beaucoup de coreligionnaires, beaucoup d'amis politiques; que ce parti, à défaut d'une presse républicaine, avait besoin de se voir, de se compter, de se rallier, de se manifester. Qu'a répondu Vassel à cette accusation? Il a dit: Je prévoyais l'hypothèse où l'un des partis politiques qui divisent la France arriverait aux affaires, et alors je pensais que le parti socialiste, qui n'avait rien proposé, profiterait du conflit et se jetterait dans la lutte pour y peser de tout son poids. Pour cela, il n'y avait pas besoin de conspiration, de société secrète, il suffisait d'attendre les événements et de savoir les mettre à profit.

Je me joins au ministère public pour penser que jamais un parti en France, quel qu'il fût, ni légitimiste, ni orléaniste, n'aurait recours à l'assassinat; mais enfin, avec l'exaltation de ses idées, avec sa manière excentrique de juger les choses, Vassel a pu le croire et penser à intervenir. De là, toutes ces visites, toutes ces lettres, toutes ces démarches; de là, même jusqu'à son programme, dont j'aurai tout à l'heure à vous parler plus longuement.

Prenons Vassel tel que nous le révèle le débat, et nous le voyons qui se figure tout cela possible; pour lui, son rêve va devenir la réalité, et pour aider à la réalité et la faire arriver plus vite, il se met en campagne, il visite, il écrit, il se multiplie. Au bout d'un certain temps, il a vu tant de gens qu'il ne les connaît plus, il a écrit tant de choses que sa mémoire lui fait défaut, et quand on lui demande où il a vu telles gens, quand il a écrit telles choses, dans quels lieux il a tenu tels ou tels propos, il ne le sait plus; tout se brouille dans cette mémoire surchargée; mais de cette faiblesse de mémoire, de ce qu'il ne peut expliquer telle démarche, tel écrit, tel propos, à conclure qu'il a eu la pensée d'un concours formé pour renverser le gouvernement, il y a un abîme, et cet abîme, ni les débats, ni l'argumentation du ministère public ne l'ont comblé.

L'accusation lui dit: Vous avez voulu former une société secrète pour amener l'avènement de choses détestables. L'accusation a été dans un grand embarras pour prouver cela. La justice a fait les recherches les plus exactes et les plus minutieuses; elle n'a recueilli que des indices; on a parlé des mystères, de l'ombre dans lesquels Vassel cherchait à s'envelopper, et c'est le contraire qui a paru aux débats. A lui, à Vassel, de l'ombre, des mystères! Mais c'est toujours dans un café, dans un lieu public qu'il donne ses rendez-vous, qu'il cause, qu'il péroré, qu'il fait des lectures. Lui, un homme mystérieux! mais il est l'antipode du mystère! il parle sans cesse et il écrit encore plus qu'il ne parle; il n'a pas d'homme moins mystérieux que lui; c'est l'orateur du Forum, le tribun de la place publique.

Un jour Guionie va chez lui pour lui présenter deux individus; si Vassel fait des recrues pour sa société secrète, il va s'empresser de recevoir ces deux nouveaux adhérents! Eh bien! non, il ne les reçoit pas, et Guionie en est pour ses frais de présentation. Que dit-on encore? Que les agents chargés de le surveiller ont remarqué des allures suspectes, des hommes qui faisaient le guet autour des maisons qu'il habitait. Tout cela est bien vague, et l'accusation l'a bien compris, car tout aussitôt elle ajoute: Mais il n'y a pas que ces signes extérieurs, il y a aussi des signes intérieurs, et d'abord, vous avez l'organisation de vingt arrondissements, puis en partagés en six divisions, en vingt arrondissements, puis en sections, en groupes; les chefs ont été nommés; chacun un poste désigné pour le jour de la bataille. Dans la bouche du ministère public, ce mot organisation sonnait bien, mais il fallait la prouver, et on n'a pas pu y parvenir, parce que cela n'a jamais existé dans la réalité.

Que dit encore la prévention? Vous étiez une société secrète, je le sais, j'en ai la preuve, car vous vouliez la destruction du gouvernement par l'assassinat. Qui a donné cette preuve? C'est le témoignage des agents, témoignage que la défense n'a pas admis. La défense a dit: Il n'y a pas de témoins; il est de l'essence de la défense de discuter la déclaration des témoins. Dans ces longs débats, où on a entendu tant de témoignages, nous n'avons pu avoir l'avantage que d'en discuter un seul, celui des époux Surger, je dis un seul, car celui de l'homme et celui de la femme c'est tout un. Eh bien! qu'est il arrivé de cette confrontation? C'est que leur témoignage a été démenti par Guillon et par Bourthe. Ces deux derniers ont soutenu qu'ils n'avaient jamais tenu les propos à eux prêtés par les époux Surger. Vous auriez vu bien d'autres démentis si nous eussions pu discuter les autres témoins.

De témoins, je le répète, il n'y en a pas dans cette affaire; l'arme de l'accusation, l'arme principale, on pourrait dire la seule, c'est le rapport de l'officier de paix Lagrange. A ce rapport, les réponses des prévenus ont été bien diverses, et enfin est venue celle de Johanne, que je ne veux pas apprécier, parce que je n'en ai pas besoin, et que, dans l'esprit de tous, elle a donné la mesure de la moralité qui a présidé à la découverte de la prétendue société. Dans le jugement du Tribunal qui a admis aux débats le rapport de M. Lagrange, il a été dit que toute latitude serait laissée à la défense pour le discuter. Pour moi, je ne le discuterai pas; je ne formulerais pas sur lui cette seule opinion: pour moi, c'est une énigme; sur lui, ce rapport, c'est la mise en œuvre, faite de bonne foi assurément, et d'une façon fort habile, des révélations faites par Bachelet, que je ne crains pas de nommer, même en son absence, car à lui revient l'immense responsabilité de tout ce qui a été fait. M. Lagrange a cru écrire l'histoire d'une conspiration fort adroite; il n'y manquait qu'une chose, c'est qu'elle fût réelle.

Qu'est-ce que Bachelet? Bachelet a été un homme politique fort exalté; il a été châté, et las de souffrir pour ses idées, il a changé de camp; il a fait plus, il s'est rapproché des hommes qui recherchent les délits politiques; il s'est mis à suivre Vassel, l'homme le plus imprudent, le plus facile à exalter, à tromper, à exploiter. Il l'a exploité pour tourner ses idées vagues en société secrète; Bachelet a rencontré dans Vassel de l'opposition quelquefois, toujours poursuivant son œuvre et de société secrète, mais Bachelet poursuivait son œuvre et était certain d'arriver à son but. Dans cette pensée, en même temps qu'il voyait Vassel, Bachelet s'est rapproché des ouvriers; tous ont repoussé la société secrète comme un mauvais moyen; mais Bachelet, en indiquant des réunions, en recevant dans son propre domicile des ouvriers, en provoquant certaines idées, certains discours, espérant arriver à la réalisation de son projet. N'y arrivait-il pas, il y avait eu assez de démarches, d'allées et de venues pour compromettre. C'est ce qui est arrivé: Bachelet a échoué partout, et alors il a dit à Lagrange des choses qui n'existaient pas; il a trompé l'administration et la justice.

Messieurs, ceci m'amène à une autre source des accusations qui pèsent sur nous.

La prévention dit: Nous avons mieux que le rapport Lagrange, nous avons la correspondance Vassel, saisie chez Carré et Bachelet.

Pour moi, cette correspondance ne prouve rien. Elle est remplie d'idées qui se repoussent, de visions; c'est ce qui fait que Carré se trouve souvent il ne lisait pas les lettres que lui adressait Vassel. Les lettres adressées par Vassel à Bachelet, on les a trouvées toutes, au moins toutes celles compromettantes; la veille du jour de l'arrestation de Vassel, Bachelet a fait un tri de ces lettres, et n'a laissé que celles qui pouvaient accuser Vassel.

La correspondance de Vassel a trois périodes; celle qui précède son départ pour l'Italie; relisons quelques lettres de cette époque.

Le défenseur, après avoir donné lecture de quelques unes des lettres de cette époque (toutes ces lettres sont publiées dans les comptes-rendus précédents), cherche à en apprécier le caractère.

Le caractère principal de ces lettres, dit M. Renaud, c'est la crainte perpétuelle de Vassel d'être inquiété. Écrit-il la lettre la plus simple, il recommande le silence et le secret; donne-t-il le rendez-vous le plus innocent dans un café, dans un lieu public quelconque, il a peur d'y être découvert; il

est en de perpétuelles appréhensions. Or, si nous consultons les aliénistes, M. Blanche, par exemple, nous voyons que c'est là un caractère très connu d'un des côtés de la folie; la peur est une monomanie très fréquente.

Si de cette première période de sa correspondance, nous passons à la seconde, celle qui comprend son séjour en Italie, que voyez-vous en Vassel? Un homme qui rêve des projets gigantesques, qui, à lui seul, reconstruit l'Europe. Il connaît tous les hommes illustres, tous les grands politiques; il affirme, comme un apôtre, la situation des esprits, prédit les événements politiques, précise l'époque, le jour, presque l'heure des grands soulèvements, et il s'abuse à ce point que lui, le pauvre voyageur sans ressources, il ne craint pas d'écrire et d'affirmer qu'il est occupé de passer un marché de cent mille fusils.

Sa correspondance, dans la troisième période, après son retour d'Italie, est un fatras où on retrouve toutes choses et tous les noms; bienheureux sont ceux qu'il ne compromet pas, s'il suffit d'être nommé par lui pour être compromis. Tenez, vous allez voir jusqu'où il faudrait aller si on s'en rapportait à cette correspondance. Je tiens à la main une lettre de lui où il parle d'un personnage assis sur les marches du trône, où il dit: « Je me suis présenté chez le prince Napoléon, mais il n'a pu me recevoir. »

M. l'avocat impérial a ajouté: Si les révélations, si les témoignages, si la correspondance ne suffisent pas pour établir la culpabilité de Vassel, au moins vous ne pouvez manquer de la trouver dans son manifeste, dans ce programme politique dont il vous a été donné lecture. Ce programme, a ajouté M. l'avocat impérial, est la destruction de tout ce qu'il y a de saint et de vénéré, c'est la destruction de la société entière, des lois, de la propriété, de la famille, c'est la promiscuité des femmes, c'est les enfants enlevés à leurs mères, c'est le retour à la sauvagerie.

Je suis de l'avis de M. l'avocat impérial sur le jugement sévère qu'il porte de ce programme, et c'est précisément à cause de ses exagérations, de ses extravagances, que je soutiens, avec le bon sens, avec le cœur de tous, que ce programme n'a jamais pu être celui de ces hommes qui sont sur ces bancs. Est-ce qu'ils veulent la promiscuité des femmes, ces hommes dont vous voyez abonder les épouses à cette audience? Est-ce qu'ils veulent abandonner leurs enfants, ces hommes dont tous les enfants se pressent dans cette enceinte, vous conjurent de leur rendre leurs pères. Non, le manifeste de Vassel est un rêve, une malheureuse utopie d'un esprit malade qui ne pourra jamais être invoqué contre personne ni contre aucun parti.

J'ai à expliquer, dit le défenseur, sur les relations entre Vassel et M. Miot. Vassel a pour M. Miot des sentiments de grande estime, de grande vénération, mais il n'a jamais eu avec lui des rapports fréquents ni intimes, et cependant on veut que chacun de ces deux hommes ait été le chef d'une société, et qu'à une heure convenue ils en aient opéré la fusion. On va plus loin: on dit que Vassel étendait sa société jusqu'à Rouen, jusqu'à Havre, même jusqu'à Londres.

Pour établir ces ramifications, on cite quelques fragments de lettres de Vassel. Sur ces fragments on étaye encore d'autres accusations plus formidables. On dit que Vassel avait le projet de faire disparaître l'Empereur, et que ce projet pouvait aller jusqu'à l'assassinat. Pour soutenir cette dernière accusation, on représente Créancy comme l'homme de Vassel, celui qui devait fournir les bombes, et on dit: Voyez, les choses étaient allées si loin qu'on savait le prix de revient des bombes et que Vassel donnait à Créancy un à-compte sur les dépenses à faire. Or, après bien des recherches on est parvenu à découvrir que Vassel avait donné un jour 10 fr. à Créancy. Vous voyez, a dit M. l'avocat impérial, voilà le prix du service payé. Non, on dit les témoins, voilà une bonne action de Vassel; Créancy était sans ouvrage, et Vassel venait en aide à un ouvrier malheureux.

Je résume. Vous avez devant vous des hommes dont je n'ai pas à apprécier les opinions, dont les doctrines sont aussi contraires aux miennes qu'à celles de M. l'avocat impérial, mais qui n'ont cherché à faire prévaloir ces opinions que par un rapprochement licite de leurs idées.

Si vous les condamniez, j'ose le dire, il en résulterait en France, dans toutes les consciences, dans tous les rangs de la société, un trouble profond. Notre pays, en effet, a vu trop de régimes politiques différents depuis trente ans; il a traversé trop de révolutions pour n'être point divisé en partis encore pleins de regrets et d'espérances. Il y a le grand parti légitimiste, qui réunit tant de nobles existences et tant d'individualités élevées, et qui, au milieu du choc des événements et de la confusion des doctrines, embrasse étroitement le principe qui est sa raison d'être. Il y a le parti orléaniste et parlementaire, qui est resté fidèle à cette dynastie qui a succombé. Il y a le parti républicain, qui s'est fait un idéal sublime, irréalisable peut-être, comme un gouvernement fondé sur la vertu publique. Les hommes de ces partis divers, ils s'attirent incessamment les uns les autres; il y a en eux des affinités qui les rattachent à leurs corréligionnaires politiques, qui les portent à s'entretenir de leurs vœux communes, de leurs projets identiques; ils ont leurs salons, leurs lieux d'assemblée où ils disent tout haut ce qui est au fond de leur conscience et de leur cœur.

Frappez Vassel et ses coprévenus, et il vous faudra, sous peine d'être illogiques, si, par hasard, un Bachelet quelconque vient à livrer à la police, en le dénaturant, le récit de ce qui se dit chez ces légitimistes-là, chez ces orléanistes ou ces républicains, les déclarer conspirateurs et conjurés, les qualifier de membres d'une société secrète, et les livrer, par votre décision, aux caprices violents que permet au pouvoir la loi de 1859 sur la sûreté générale.

Et puis, tenez, messieurs, puisque je vous parle de ces choses, pourquoi ne pas vous entretenir d'un souvenir que réveillait en moi, il y a quelques jours, le discours tenu par un grand personnage de cet Etat, au jour de l'entrée du souverain dans la capitale de l'Auvergne, discours qui n'a point été mal accueilli, puisque, dans la réponse qui lui a été faite, il a été annoncé à la France qu'elle avait un duc de plus.

La dynastie napoléonienne eut ses jours d'exil et de malheurs; elle a eu, même en ces jours, de fidèles serviteurs. Ils se réunissaient, nous dit-on, dans les cavernes de leurs montagnes où les soldats de Vercingétorix avaient autrefois préparé la résistance contre le César romain; ils s'y entretenaient à César moderne, ils y professaient le culte de son nom, leur conduite a été glorifiée. Si elle eût été déferée à votre justice, eussiez-vous frappé? Je ne crains pas de dire que vous ne l'auriez pas fait, car il n'y avait pas de société secrète, il y avait seulement communauté de culte.

L'audience est suspendue. A la reprise, la parole est donnée à M. Crémieux, avocat de M. Miot.

M. Crémieux, avocat de Miot, se lève et lit les conclusions suivantes:

Attendu que les articles 154 et 155 du Code d'instruction criminelle rendus communs aux Tribunaux correctionnels par les dispositions de l'article 189 du même Code, ordonnent, le premier, que les contraventions, et en police correctionnelle, les délits, soient prouvés, soit par procès-verbaux ou rapports, soit par témoins, à défaut de rapports et de procès-verbaux, la jurisprudence admettant que les aveux des prévenus, consignés dans les rapports ou dans l'instruction, qui est un rapport, ou à l'audience, sont l'équivalent de ces preuves, pourvu qu'ils ne soient pas rétractés;

Attendu qu'aucun autre moyen de preuves n'est admis par la loi;

Attendu, quant aux procès-verbaux ou rapports, que l'art. 154, fondé d'ailleurs sur les lois relatives à ce genre de document, n'en reconnaît que de deux sortes: Premièrement, ceux qui émanent des officiers de police ayant reçu de la loi le pouvoir de constater les délits ou contraventions jusqu'à inscription de faux; deuxièmement, ceux qui émanent d'agents proposés ou officiers de police auxquels la loi n'a pas accordé ce pouvoir, mais qui doivent être crus jusqu'à preuve du contraire; qu'en dehors de ces deux espèces de procès-verbaux ou rapports, aucun autre ne peut être admis comme formant seul une preuve à détruire par le prévenu;

Attendu, quant aux procès-verbaux et rapports eux-mêmes, qu'ils ne font foi, soit jusqu'à l'inscription de faux, soit jusqu'à la preuve contraire, que lorsque, d'une part, ils sont revêtus de formalités que la loi indique, lorsque notamment ils ont été écrits par le rédacteur ou qu'ils constatent l'empêchement de l'officier de police, lorsqu'ils ont une date certaine, la prescription même d'une contravention ou d'un délit pouvant s'acquiescer par un délai légal à compter du jour de leur date; et que, d'autre part, les officiers de police at-

testent comme témoins l'existence matérielle des faits constatant les contraventions ou les délits; qu'à cet égard la jurisprudence constante de la Cour de cassation rejette comme insuffisantes les déclarations faites dans les procès-verbaux par des tiers, et non par les officiers rédacteurs de ces procès-verbaux, pour attester la matérialité des faits; elle a jugé par divers arrêts sur les procès-verbaux, faisant foi jusqu'à inscription de faux, qu'ils pouvaient être combattus par la preuve contraire, quand le rédacteur ne constata pas par lui-même les faits matériels; elle a jugé que le procès-verbal d'un commissaire de police ne fait pas foi des faits à lui déclarés par des tiers (arrêt du 2 janvier 1830); elle a jugé que, même la déposition du rédacteur du procès-verbal expliquant les faits, non matériellement constatés par le procès-verbal ne lie pas le juge;

Attendu que dans la cause, en ce qui concerne Miot, il n'est produit aucun procès-verbal ou rapport émané d'un officier de police judiciaire, soit procès-verbal faisant foi jusqu'à inscription de faux, soit procès-verbal faisant foi jusqu'à la preuve contraire; que ce que l'on appelle procès-verbal ou rapport n'est pas le résumé des notes de police que l'officier de paix Lagrange déclare avoir reçues, soit d'un de ses agents, soit d'un tiers;

Attendu que, d'une part, en supposant que Lagrange eût qualité, aussi bien qu'un commissaire de police, pour rédiger un procès-verbal ou rapport, il faudrait que ce rapport fût son œuvre et constatât par lui-même la matérialité des faits qu'il aurait vus ou des paroles qu'il aurait entendues, faits ou paroles qui constitueraient le délit;

Mais attendu qu'il ne constate rien par lui-même, et que dès lors il ne pourrait faire aucune foi ni servir d'élément de preuve, même quand il serait officier de police judiciaire ayant reçu délégation de la loi;

Attendu, au fond, que Lagrange n'est qu'un agent de police administrative, qui n'a aucune qualité pour rédiger des rapports établissant par eux-mêmes une contravention ou un délit; que ses notes ou rapports ne sont que des renseignements; qu'à plus forte raison ne peut-on regarder comme un élément de preuve des notes reçues par un agent de police d'un autre agent inconnu ou de toute autre personne inconnue des prévenus et du Tribunal....

Par ces motifs, renvoyer Miot des fins de la prévention.

Messieurs, dit M. Crémieux, les questions de droit, dans les débats de cette nature, ont une importance extrême. Il s'agit ici d'une société secrète. Si grande qu'ait pu être l'éloquence du ministère public dans cette affaire, si minutieux qu'aient été les soins qu'il a pris d'en réunir les différents éléments, je dois dire que ses raisonnements ne m'ont pas touché. La raison en est simple. Il y a aujourd'hui quarante-quatre ans que je plaide des procès politiques. Cette date est quarante-quatre ans me reporte au mois de juillet 1818. A cette époque, bien jeune encore, j'avais à défendre un brave officier de l'empire qui avait gagné tous ses grades sur les champs de bataille, et qui avait été décoré à Wagram. Il n'avait pas été tué sur le champ de bataille de Waterloo, c'est que la mort avait épargné quelques braves à ce moment suprême. Cet officier s'était retiré à Uzès. Je n'ai pas besoin de dire qu'il était impérialiste jusqu'au fond de l'âme.

Quant à nous, les grands libéraux du temps, nous passions pour napoléoniens. C'était alors une alliance toute naturelle entre la gloire et la liberté. C'est ainsi que nous nous entretenions de nos espérances, tandis qu'une loi du 15 novembre 1815 frappait ceux qui formaient de pareils vœux.

Traduit devant le Tribunal d'Uzès pour avoir crié: Vive Napoléon le Grand! l'officier dont j'étais le défenseur avait à répondre à une grave prévention. Ce cri séditieux avait été poussé en tête d'une farandole, au milieu de la fête du Poutou-Gard. Aussi, mon brave client fut-il condamné.

Devant la Cour, je montrai mon client, cet officier brave comme son épée, qui avait payé de sa personne dans presque toutes les guerres de l'Empire, et qui avait risqué cent fois sa vie, s'écriant: Vive l'Empereur! vive Napoléon le Grand! L'Empereur n'était pas encore mort, mon client avait la tête exaltée par des souvenirs de gloire, c'était au milieu d'une fête; je rappelai que la Cour devant laquelle j'avais l'honneur de parler avait consacré dans ses adresses à l'Empereur l'épithète de Napoléon le Grand. La Cour se laissa toucher, et obtint un acquiescement pour ma première défense politique.

Oh! la politique! Oh! ma dit que j'avais voté la loi sur les sociétés secrètes. Oui, je l'ai votée. Devant la Cour d'Agen j'ai dit un jour: « Plus de conspirations, plus de complots, plus de sociétés secrètes. Les sociétés secrètes, c'est un repaire de la police, ou un piège tendu à la bonne foi. » Un repaire de police, je ne m'en dédis pas; aujourd'hui, dans ce procès, quels ont été les nouchards, quels ont été les délateurs dans cette affaire? J'en reconnais un, deux, trois; en 1851, à Agen, je disais: « Oh! mes amis, qui m'écoutez, gardez-vous des sociétés secrètes! » Donc, si j'ai voté la loi sur les sociétés secrètes, je ne m'en dédis pas. Remarquez d'ailleurs que nous avions alors le suffrage universel dans toute sa liberté; l'Assemblée nationale et le président de la République étaient élus pour quatre ans. J'aurais voté cette loi des deux mains pour empêcher les républicains d'aller s'enfoncer et se perdre dans les dédales des sociétés secrètes.

Le ministère public, et nous, nous soutenons ce qui nous paraît être la vérité suivant notre conscience. Lequel de nous dit vrai? C'est à vous de décider; nous combattons, vous êtes les juges du camp.

Est-ce qu'on peut se figurer qu'une accusation de la police fera tomber cinquante-quatre prévenus sous le coup de la loi, et qu'une société secrète sera suffisamment établie par un rapport de police?

J'ai voulu creuser à fond cette matière sur laquelle je vous demande un jugement de doctrine, car alors nous en finirons avec ces détestables rapports de police.

Rappelez-vous, messieurs, que quatre-vingt-trois prévenus devaient d'abord, comparaître devant vous. C'était, à l'origine, un complet effroyable. Un seul juge d'instruction a examiné l'affaire, et d'un seul coup vingt-neuf prévenus ont été mis dehors. C'était un premier triomphe. Le deuxième émane de celui qui porte la parole dans cette enceinte, au nom du ministère public. Il a laissé à votre sagesse le soin de prononcer sur six prévenus; c'est encore six prévenus acquittés.

Que les hommes qui sont sur ces bancs se rassurent donc. Ils peuvent avoir la certitude que le jour de la réparation arrivera. Quand vous peserez les preuves dans la chambre des délibérations, vous vous demanderez si ces hommes peuvent être déclarés coupables.

Autrefois les preuves étaient faciles à faire. La loi n'exigeait pas beaucoup, deux témoins suffisaient pour une condamnation, ou bien les aveux, souvent arrachés par la torture; mais notre glorieuse et immortelle révolution de 89 a établi des principes désormais incontestables. Rappelons donc ici ces principes.

Quand j'ai vu le rapport que l'officier de paix Lagrange a formé des notes de police, quand j'ai vu quatre-vingt-trois mandats de dépôt lancés sur de malheureux inculpés, je me suis demandé s'il n'était pas temps de rappeler la volonté ferme et inébranlable de la loi, qui ne veut pas qu'on s'appuie uniquement sur des rapports de police.

Ah! la police! elle a deux rôles dans la société: elle protège, et elle épie; je ne veux pas médire de son rôle de protection et de sécurité, toujours nécessaire; mais à côté de ce rôle, il en est un autre, un rôle inférieur, qui s'exerce par ceux-là mêmes qui sont recrutés dans les bas fonds de la société, et plus bas encore, parmi les plus vils condamnés.

Mon jeune confrère vous l'a dit tout à l'heure dans ce charmant langage qui mérite les félicitations que je me plais à lui adresser au nom du Barreau, j'oserais presque dire au nom de la Magistrature; mon confrère vous l'a dit, les partis sont formés en France: aujourd'hui, légitimistes, orléanistes, républicains, nous avons tous une religion. Honte à celui qui change d'opinion du jour au lendemain: c'est ce qui fait l'honneur de tous les partis. Ces idées morales, il faut qu'on les comprenne bien. Il n'y a qu'un gouvernement qui puisse les anéantir, c'est celui qui donnera à tous la liberté, et qui se contentera de surveiller d'en haut, comme Dieu.

Messieurs, de tous les malheurs qui nous ont frappés, depuis nos dernières révolutions, il n'y en a pas eu, peut-être, de plus grands que les transportations de 1849, si ce n'est celles de 1852.

Presque tous les hommes qui sont devant vous sont d'anciens transportés. Miot a été transporté. Mais on s'est trompé en vous le représentant comme allant à Londres rejoindre les exilés. Dans ce qu'on vous a dit à ce sujet, il n'y a pas un mot de vrai.

Permettez-moi de rectifier les faits à cet égard: je les con-

naissais mieux que personne. Le 2 décembre, d'abord, j'étais dans un procès, quand la femme de Miot, se précipitant dans mon cabinet, m'apprit que son mari venait d'être arrêté. Je ne savais rien du dehors; j'eus la bonhomie de lui demander s'il avait fait quelque chose de coupable. Elle me répondit que son mari était rentré la veille à sept heures du soir, et qu'il n'était pas sorti. C'est ainsi qu'il venait d'être arrêté. Je savais, en effet, que Miot avait dû rentrer la veille de bonne heure. Le 1^{er} décembre, au sortir de l'Assemblée, on me faisait l'honneur de m'accompagner en assez grande et bonne compagnie. Parmi ceux qui m'accompagnaient, il y avait Pradier, le prince Napoléon, avec lequel, depuis 1842, je n'avais pas cessé d'être dans les meilleures relations, et le grand écrivain qui soulève dans un nouvel écrit les ardeurs de tous ceux qui lisent, Victor Hugo. Nous nous étions séparés en nous disant: « Courage, sagesse, persévérance, nous arriverons. » Le lendemain, nous étions arrivés.

C'est ainsi que Miot a été transporté, d'abord sur les frontières du Maroc, et ensuite en Algérie. On a dit que, plus tard, il avait été gracié. Il ne pouvait pas obtenir sa grâce, puisqu'il n'avait pas été jugé. Il n'a eu qu'à se rendre grâce à lui-même. Il a été amnistié. Ainsi, c'est par erreur qu'on a dit qu'il avait été à Londres. Si la police vous a dit que Miot avait été conspirer à Londres, la police a menti. Ne vous fiez pas à la police.

Je laisse en ce moment Miot de côté pour m'occuper de l'affaire en elle-même.

Vous avez ici devant vous cinquante-quatre transportés. Il est vrai qu'ils se sont connus sur la terre lointaine, et que pour eux c'était un bonheur immense de se voir et de se serrer la main. Rien de plus terrible que la guerre entre frères: vous pouvez apaiser des étrangers, vous ne pouvez apaiser des frères ennemis. De là, ces proscriptions qui sont le désespoir. Cessez donc de rêver la guerre civile. Le ciel qui est sur nos têtes est à nous. La terre que nous foulons est à nous. Il y a place pour toutes vos facultés, il doit y avoir un remède pour tous nos maux. Subissons, cependant, les nécessités de la époque. La véritable sagesse est celle qui consiste à se renfermer dans la loi, et à attendre les temps meilleurs.

M. Crémieux examine s'il y a eu société secrète. Pour prouver qu'il y a eu société secrète, il faut deux choses: un procès-verbal, ou, à défaut d'un procès-verbal, des témoignages ou des aveux. Comment l'instruction a-t-elle été faite? Un simple officier de paix, M. Lagrange, a communiqué les notes de police qu'il avait reçues. De là, toute la procédure: tous les individus arrêtés ont été reconnus par les agents de police.

La prévention dit qu'il y a eu une réunion chez Miot. Comment la police l'a-t-elle su? Est-ce Vassel qui a révélé ce fait? On ne veut pas me répondre. Si personne n'a trahi, il y avait donc là quelqu'un qui était caché? Non, c'est impossible. Il faut alors me montrer le procès-verbal, une preuve contre Miot.

M. Crémieux établit qu'un agent de police n'est pas un officier de police judiciaire, à moins qu'il n'ait reçu une délégation judiciaire. Et il invoque sur ce point la jurisprudence de la Cour de cassation. Or, en fait, qu'est-ce que Lagrange? ce n'est pas un officier supérieur de l'administration dont les procès-verbaux font foi, sinon jusqu'à inscription de faux, au moins jusqu'à preuve contraire. Lagrange n'est qu'un simple officier de paix, qui a déclaré à l'audience qu'il ne pouvait révéler les noms de ceux qui lui avaient donné les notes de police par lui livrées à la justice.

Lagrange est devant la justice; comme témoin, il doit nous appartenir tout entier; il prête serment, il promet de dire toute la vérité, et il ne peut la dire, il se cache. Il est de l'essence de la police, en effet, de tout cacher, mais il est de la justice de tout déclarer. Je demande à Lagrange: Que savez-vous? — Rien. — Qu'avez-vous vu? — Rien. — Qu'avez-vous entendu? — Rien. — Que voulez-vous que je vous dise alors? allez-vous en. — Non, dit Lagrange, mais je vais vous donner les notes que j'ai reçues.

Je vous demande, messieurs, de nous protéger tous. Aujourd'hui personne ne peut échapper à la police. Qui dit que demain, dans les temps incertains où nous vivons, la police n'étendra pas sa main sur ceux qui se croient le plus à l'abri? Laissez la police à sa place, et protégez notre honneur, notre vie, notre liberté à tous.

M. Crémieux soutient qu'il faut écarter Miot du débat, parce qu'il n'y a contre lui ni procès-verbal, ni preuve testimoniale, ni aveu.

Arrivant aux lettres qu'on lui oppose, il s'étonne de cette quantité de lettres qui auraient été écrites par ces prévenus chefs de société secrète. Il y a des gens qui ne se lassent jamais d'écrire, ce sont les amoureux et les amoureuses, mais les affidés des sociétés secrètes ne s'écrivent pas, c'est bien assez de se voir.

Vous avez entendu l'avocat de Vassel; il vous a dit que, si son client n'était pas fou, il était du moins bien exalté. Ce qu'il n'appartenait pas à son avocat de dire, je le dis, moi. C'est un insensé, cet homme qui a dit qu'il comptait sur l'appui de Mazzini, de Nicotera; cet homme qui aurait acheté 100,000 fusils qu'il ferait aisément passer en France. Voyez-vous ce brave homme qui achète 100,000 fusils, et qui n'a pas de quoi acheter une prise de tabac?

Permettez-moi, messieurs, de vous rappeler un événement assez curieux, qui me revient en ce moment. C'était au mois de septembre 1830, je dinais chez mon vieil ami Dupont (de l'Eure), l'homme le plus probe, le plus excellent, et qui a été depuis président du gouvernement provisoire. Un de nos amis survint, il arrivait de la rue de Lille, où il avait entendu crier: Vive Bordeaux! et il nous disait: Il faut en finir, les passions politiques sont toujours les mêmes. Savez-vous comment on parvient à le calmer? en lui rappelant ce qui s'est passé en 1815.

Vous savez, messieurs, comment, en 1815, dans le midi de la France, on assassinait nos amis; puis on dansait après les assassinats. Ecoutez ceci. Ces gens-là criaient: Vive Bordeaux! Nous voulions crier: Vive Napoléon III! Nous étions en 1817, j'avais vingt et un ans, c'est un bel âge; mais je travaillais, tout en ne dédaignant pas les amusements. Qu'avions-nous fait? Nous avions composé une contredanse dont les figures s'appelaient: Chasses dix-huit. — En avant deux. Eh bien! si on nous avait poursuivis alors, vous devinez quel été notre sort, à ce moment de terreur. Quant à moi, je ne plaiderais probablement pas devant vous en ce moment.

On a parlé d'un journal qui devait paraître et qui annonçait comme devant être ses collaborateurs Miot et Joigneaux. Vous connaissez Miot. Quant à Joigneaux, je n'en dirai qu'un mot: c'est l'homme le plus probe et le plus honnête qui soit. Ajoutez à cela une grande pratique de l'agriculture, et vous verrez en lui un des plus estimables caractères de notre temps. Doit-on s'étonner d'avoir vu annoncer ces noms? Quand on proclame un journal, on a soin d'annoncer des noms sans l'assentiment de ceux qui les portent. Dans une lettre, Vassel aurait dit:

« Je ne puis aller à l'Odéon ce soir. » C'était le soir du 25 février. Mais, dire à l'Odéon, c'est dire rue Racine, parce que Miot demeure rue Racine. L'Odéon, la rue Racine, la rue Mollière, c'est tout un.

Ah! mon cher Déranger, que tu avais raison de railler les interprétations politiques, avec ton esprit, avec ton bon sens exquis! Vous voyez où cela conduit.

Mais ce soir-là, il y avait une représentation, une soirée orageuse, on voulait siffler Gaîtana, et Vassel ne pouvait aller siffler ce soir-là. Il n'y a qu'un malheur, c'est que Miot ne va pas à l'Odéon, il ne va pas au spectacle, il se contente de jouer de son bonheur de famille.

Il y a encore une autre lettre dans laquelle on dit connaître M. Miot et autres démocrates. Voyez-vous cet affilié, qui dit: Monsieur Miot? Non, on n'est pas si respectueux entre affiliés. On s'appelle citoyen.

M. Crémieux examine quelle part Miot aurait prise aux vingt-huit réunions dont on a parlé. Il y en a cinq seulement qui auraient eu lieu chez lui, et vingt-trois dans lesquelles il n'a point paru. Miot a déclaré qu'il ne voulait pas être dictateur; mais on a pu le nommer dictateur malgré lui. Le ministère public dit: Miot est un de ces hommes qui ne s'exposent pas. Et je dis, moi: c'est au contraire un homme qui s'est exposé en 1851, il a été aux barricades; mais, depuis qu'il a été transporté, il a réfléchi: et il a songé à sa famille, et il a bien fait. Le temps des sociétés secrètes est passé. Rappelez-vous donc ce qui s'est passé sous la Restauration. Pour moi, je n'en ai jamais fait partie. Jeune ou vieux, j'ai toujours dit: C'est un guépier.

Le ministère public disait: Voyez la défense; elle accuse

Bachelet et Vassel; on veut vous faire croire que dans ces sociétés secrètes, on voulait s'organiser contre les légitimistes et contre les orléanistes, dans le cas de l'enlèvement de Bonaparte. Dans la note de Lagrange on lit: L'Empereur sera enlevé avant peu par les orléanistes ou par les légitimistes. C'est Lagrange qui dit cela, on eût lui nous a trahis. Vous ne voulez pas que le parti républicain pense que le jour où l'Empereur serait enlevé, il n'y aurait pour lui rien à faire qu'à se croiser les bras.

M. Crémieux repousse ce qui a été dit au sujet d'une prétendue fusion de la société Blanqui avec la société Miot, et il demande qu'on lui montre la main qui a écrit à la police toutes ces choses. Quelle est cette main? C'est vraiment la main invisible qui écrit sur les murs: Mané, Thecel, Pharaon.

Mais tout cela est vraiment absurde; oui, c'est pour cela qu'il faut croire. *Credo quia absurdum*: cela est vrai surtout en matière politique.

Arrivant aux quatorze réunions dans lesquelles le nom de Miot a été prononcé, sans qu'il y ait assisté en personne, M. Crémieux s'étonne d'avoir vu accoler l'honorable nom de M. d'Haussonville à des noms démocrates qui n'ont rien de commun avec lui. Mais on s'est dit quelque part: Le parti orléaniste s'agit, mettons là quelques uns de ses noms, nous pourrions plus tard de nous légitimistes. C'est ainsi qu'on est arrivé à mêler ensemble les noms de Miot, Grégoire d'Haussonville.

Dans une autre réunion, il aurait été question de faire sauter Bonaparte (ils s'expriment ainsi) dans une promenade. Qui aurait dit cela? Toujours cette ombre invisible:

- « J'aperçois l'ombre d'un cochon »
- « Qui froitait l'ombre d'un carrosse »
- « Avec l'ombre d'une brusse. »

Dans cette réunion on aurait proposé de faire sauter l'Empereur au moyen d'un fulminate contenu dans une bombe et la police entend cela, elle sait tout, et elle n'arrête pas immédiatement ces brigands qui veulent jeter partout le désespoir, la terreur et la mort?

Mon jeune confrère vous l'a dit: ces hommes qu'on vous représente comme voulant détruire la famille, sont au contraire les pères et les maris les plus tendres, les plus affectueux. Vous les avez entendus, quand M. le président leur a fait espérer, à la dernière audience, qu'ils pourraient embrasser leurs femmes, leurs enfants; vous avez entendu leurs cris de reconnaissance, leurs remerciements. Oui, voilà les hommes qui ne veulent pas de la famille, si vous en croyez l'accusation.

Ah! messieurs, si nous aimons la famille, croyez la bien, la famille est plus précieuse encore au cœur de l'ouvrier. Le voyez-vous, ce pauvre ouvrier, parti, avec le jour, au moment où son enfant dort encore, et qui rentre bien tard de son travail; le voyez-vous pressé par ces petits bras qui entourent son cou, embrassé, caressé, et vous voulez qu'il n'aime pas la famille! (Pendant que M. Crémieux parle, deux des prévenus, placés sur les bancs supérieurs, embrassent ces très blondes de leurs enfants qu'on est parvenu à élever jusqu'au-x.)

Ah! messieurs, la femme c'est notre premier ange; l'enfant c'est notre première joie. Nous, nous les aimons ces anges, ces joies: C'est bien plus encore pour l'ouvrier.

Il faut, à ce propos, que je vous cite un souvenir. On me disait, il y a quelques années: Nous avons tout à craindre des clubs; on y préche sans cesse contre la famille. J'avais assisté à quelques-unes de ses séances. J'étais peut-être tombé dans de bons jours, car je n'avais rien entendu qui fût aussi grave que ce qu'on m'avait dit. Un jour, je proposai à quelques amis d'assister à une séance du club Montaigne. A peine arrivé, je fus reconnu, je pris la parole, et je fis l'Eloge de la famille. Mon discours eut quelque succès, mais on me dit: « Cela n'a rien d'étonnant. Vous avez choisi le club Montaigne, parce qu'il se rapproche de la bourgeoisie. »

Un ami me propose d'aller dans une autre société, le club des Bras-Nus: c'était terrible. Je ne sais plus où se réunissait, ce club; c'était dans un cul-de-sac de Saint-Spire, je crois, dans un faubourg. D'abord, il fallait franchir une grille fermée. Savez-vous quelle était cette grille formidable? un petit cordon tricolore, comme c'était l'usage dans la première, la grande Révolution. La barrière s'ouvrit quand on s'écria: C'est le citoyen Crémieux!... je répétai le langage du temps. J'avoue qu'au moment de m'être entré dans le club il s'y disait des choses très vives, et mon ami me donnait de temps en temps des coups de coude qui voulaient dire qu'il avait eu raison de craindre. Je montai à la tribune, et je fis l'Eloge de la famille, et dans cet éloge je fis celui de la reine Amélie, dont je vantais les vertus aux grands applaudissements de l'assemblée, en rappelant le courage dont elle avait fait preuve le 24 février dans le jardin des Tuileries.

Oh! le peuple! conduisez-le dans la voie bonne. Que lui manque-t-il surtout? l'instruction. Le peuple, quand on s'en va l'instruire, saura tout comprendre. Mais il sait bien, dès présent, que la famille, c'est le premier bien de la terre.

On vous a représenté Miot comme un homme dangereux. Il est vrai que Miot porte une longue barbe, qu'il a le front large et la voix haute; mais c'est le meilleur homme du monde.

Le ministère public vous a dit: Les réunions extérieures ont été l'écho de ce qui s'était passé dans les réunions intérieures. Je ne sais pas ce que cela veut dire. Miot, sur le ministère public, aurait recueilli les épaves de la société Blanqui. Recueillez-moi quelque un de la société Blanqui, donnez-moi le plus petit morceau de cette société. Pour cela, ce langage, il faut ignorer complètement tout ce qui se passe le parti démocratique dans ses diverses nuances. La vérité est qu'il y a une différence immense entre Miot et Blanqui. Miot ne ressemble moins à Blanqui que Miot, et cependant on l'appelle tous deux démocrates socialistes. Mais, dit-on, on trouve un écrit chez Miot. Est-ce que cet écrit a reçu l'approbation de Miot? Cet écrit, c'était une chanson dans laquelle on vantait le régime. Mais tous tant que nous sommes, est-ce que nous sommes responsables des écrits, des brochures, que peut trouver chez nous, et qui souvent nous sont envoyés par nous ne savons qui?

On dit que Miot est très habile, et qu'il est certain qu'il y a Vassel et Gastinel. Oui, il y a Vassel et Gastinel, quand lui, Miot, était pharmacien. En effet, Miot est très bon, et il a reçu beaucoup de visites dans sa pharmacie, où beaucoup de malades venaient le voir.

J'ai parcouru toutes les réunions dans lesquelles il aurait été question de Miot, ou dans lesquelles on l'aurait vu. Il n'y a paru que cinq fois, selon le ministère public, et vous voyez qu'on l'a reconnu pour chef; alors que, suivant vous, il serait montré si peu de fois! Vassel a démenti, à l'audience tout ce qu'on lui avait fait dire contre Miot. Loin de moi de penser de l'accuser d'être un révélateur. Personne n'a dit cela; qu'en résulte-t-il? C'est que le rapport de Lagrange n'a pas dit la vérité. Vassel est un homme honorable, Gastinel est un homme honorable, je le veux; aucun d'eux n'a vu ses frères, et d'ailleurs il n'y avait pas de frères à voir. Dites-nous qui a été révélateur? Si vous ne le dites pas, n'y a pas de preuve contre moi. Ce n'est pas moi qui ai prouvé, c'est vous.

Nous sommes ici comme Ajax. Nous sommes dans la mer et nous disons comme Ajax:

Ciel, rends-nous la lumière, et combats contre nous.

Qu'on nous dise quels sont nos ennemis, et nous les combattrons.

On a parlé de confidences faites à une femme. Je vous rappelle les Romains, nos ancêtres, que nous abandonnons peut-être un peu trop aujourd'hui. Je le dis à ces jeunes gens qui m'écourent: Etudiez bien Rome, vous vous en trouvez bien pour le droit. Chez les Romains, le témoin testis, devait être *integerrima fronte*. Cela veut dire, purté de la morale, purté de la conscience. On ne dira pas que cette femme, qui était une concubine, avait la purté de la morale. Rappelons donc le témoignage de la femme Surger.

Arrivant à l'affaire du fulminate qui devait servir à préparer des bombes, M. Crémieux examine toutes les circonstances de la visite qui aurait été faite à Miot. Cette visite a été faite par un ouvrier qui se croyait un inventeur, et qui s'occupait de la trempe des métaux. Il a demandé une formule, cette formule a été copiée dans un livre intitulé: Les sociétés secrètes. C'est alors que cet ouvrier est allé chez Allorge, le successeur de Miot dans sa pharmacie, et en même temps il a demandé tout ce que Miot lui avait enseigné pour le fabriquer dont il était atteint. On dit: Mais il y avait une autre formule

qui devait s'appliquer à la poudre. M. Boudet, à l'expertise duquel ces paquets ont été soumis, en a trouvé plusieurs excellents pour la trempe des métaux. Le reste a été déposé par cet ouvrier chez un marchand de vins, où on l'a saisi.

Parmi tous ces paquets, on a saisi un paquet, un seul qui peut faire de la poudre, et voilà comment l'accusation bâtit son système qui consiste à dire que Miot aurait caché sous cette formule de la trempe des métaux, une formule qui s'appliquait à la poudre pour les bombes!

Miot, interrompant: Permettez-moi d'ajouter un mot. Cela vaut la peine d'une explication. Le fait est assez grave suivant la prévention.

M. Allorge ayant une demande verbale de Barouin, avait commis une contravention en ne l'inscrivant pas. C'est ainsi que pris en contravention de non-inscription, il a eu la faiblesse de ne pas oser avouer qu'il avait commis une contravention. Je ne veux pas caractériser l'acte qu'il a commis, mais, vraiment, il y aurait un mot beaucoup plus grave à lui appliquer.

M. Crémieux examine quelle est la poudre qu'on pouvait faire avec une de ces substances. Tout au plus pouvait-on, avec un mélange convenable, faire du fulmi-coton, si cela est ainsi, comment la prévention ne craint-elle pas de dire que Miot a fourni de quoi faire de la poudre pour les bombes?

Messieurs, en réunissant toutes les présomptions, je vous ai démontré qu'il serait encore impossible d'établir la preuve de l'existence d'une société secrète. Maintenant, vous connaissez le débat, vous pouvez l'apprécier moralement et légalement. Je vous ai dit tout ce que mon devoir d'homme, tout ce que mon expérience de juriste me commandaient de vous dire.

Je ne crains pas de le dire, si vous adoptez mes conclusions, vous donneriez une grande leçon de morale; vous décideriez qu'il n'y a pas de preuve que Miot ait jamais fait partie d'une société secrète. Sachez certains, messieurs, qu'en le rendant à la liberté, vous rendez à sa famille un bon père, à sa femme un excellent mari, à la société un honnête homme qui ne jettera pas le trouble dans son sein.

Sans doute, Miot, malgré les épreuves cruelles qu'il a subies, est attaché de cœur et d'âme à ses convictions politiques. Miot est républicain. Ses opinions sont aujourd'hui persécutées; mais pour un homme de courage, il n'y a rien qui attache comme la persécution. Laissez-lui son opinion, pourvu qu'il ne viole pas la loi. En faisant ainsi justice, vous rendez la décision la plus honnête, la plus loyale, et surtout la plus morale dans ce grave procès.

L'audience est levée à cinq heures un quart, et renvoyée à demain onze heures et demie.

CHRONIQUE

PARIS, 14 JUILLET.

Des ouvriers sont occupés depuis quelques jours, rue Mogador prolongée, à creuser sous une maison, à trois mètres de profondeur environ, pour établir là un égout. Tout allait pour le mieux jusqu'ici, lorsque ce matin, vers sept heures, la voûte d'une cave au-dessous de laquelle se trouvaient précisément deux garçons terrassiers s'est écroulée. L'un d'eux, en recevant les premiers débris, eut assez de présence d'esprit pour fuir et s'abriter sous une arcade voisine; mais, malgré toute sa promptitude, il ne put éviter d'assez graves blessures à la tête et aux côtes.

Malheureusement son camarade ne fut pas aussi alerte, et il a été impossible de le retirer immédiatement. Ce n'est qu'après un travail qui n'a pas duré moins de trois heures et demie que l'on arriva jusqu'à lui. Ce malheureux, nommé Pouloux, n'était âgé que de vingt sept ans. Il avait été écrasé.

Le commissaire de police a fait transporter le cadavre de Pouloux à son domicile, rue de la Montagne-Sainte-Genève.

Un accident déplorable, occasionné par une circonstance d'une singulière nature, a eu lieu hier: les époux X... s'étaient installés dans l'après-midi sur un bateau de charbons amarré quai d'Orsay, en face le Garde-Meuble. Ils pêchaient à la ligne avec une patience digne d'éloges; la dame X... surtout ne quittait pas sa plume des yeux; sa vue commençant à se troubler à force de regarder fixement, elle eut l'idée de demander une prise de tabac à son mari; comme cela arrive toujours aux personnes qui n'ont pas l'habitude de priser, la dame X... éternua pendant une minute sans pouvoir s'arrêter. voulant remettre la tabatière à son mari, elle se pencha vers lui; le léger trouble que lui causait son éternement empêcha cette malheureuse femme de voir où elle posait le pied; elle glissa, puis tomba dans la Seine. Aussitôt un brave homme se jeta à l'eau et plongea à diverses reprises; mais les recherches furent vaines, le corps de la dame X... ayant coulé sous un bateau chargé de bitume amarré un peu plus bas.

DÉPARTEMENTS.

AISNE (Soissons). — Duvant, condamné le 9 mai dernier, à la peine de mort pour crime d'assassinat sui vi de vol, a été exécuté hier matin, à Soissons. Nous empruntons au Journal de Soissons les détails de ce dernier acte de la justice.

A Laon, on avait laissé Duvant ignorer jusqu'au moment du départ le rejet de son pourvoi en grâce. Il s'était couché, vendredi, à l'heure accoutumée, et dormait du plus profond sommeil lorsqu'on vint l'éveiller à onze heures pour le faire partir. Il se leva, s'habilla sans la moindre résistance, et même sans adresser une question, sans prononcer un mot.

Il semblait qu'il dût garder jusqu'à la fin cette indifférence cynique qui caractérisait son attitude pendant les débats.

On a remarqué qu'il ne s'est pas le moins du monde inquiété du sort de la femme Faucheux, sa concubine et sa complice, pas plus que celle-ci ne s'était inquiétée de lui lorsqu'elle avait appris la commutation de sa peine en celle des travaux forcés à perpétuité.

Duvant a appris seulement pendant la route, de la bouche de M. l'aumônier, mais d'une manière vague, sa prochaine exécution.

Il entra à la prison vers quatre heures du matin, avec un visage plutôt gai que triste, réclama une bouteille qu'on lui avait donnée à Laon. En voyant la foule, il ressentit la même impression qu'à Crouy, et dit même à la bonne sœur de l'Enfant-Jésus qui venait à sa rencontre: « Les entendez-vous comme ils sont contents. Ils désirent ma tête, il y a assez longtemps qu'ils attendent. » Le serurier appelé pour le déferer ayant mis quelque temps et un peu d'hésitation dans cette opération pénible; Duvant lui fit cette observation: « On voit bien que vous n'êtes pas de Laon, vous n'avez pas l'habitude. »

M. Mondet, aumônier de la maison d'arrêt, a ensuite dit la messe, à laquelle assistaient M. Degoix, aumônier de la prison de Laon, et la sœur Saint-François, de l'Enfant-Jésus. En l'absence d'enfant de cœur, M. Fossé-Darcosse, qui était présent, a bien voulu servir la messe dans cette triste circonstance. Duvant, qui y avait assisté d'une manière très convenable, a demandé qu'on lui chantât les Litanies de la Sainte-Vierge telles qu'on les chante à la prison de Laon, et a répondu lui-même d'une voix assez haute les ora pro nobis. Pendant le cours de la messe, il a reçu un chapelet dont il a embrassé le crucifix à plusieurs reprises.

La messe terminée, le condamné descendit à la cuisine, dont les fenêtres donnent sur la place, regarda par la fenêtre l'instrument du supplice, sans prononcer un seul mot, et s'assit conservant toujours son sang-froid, puisqu'un petit chien étant venu se placer entre ses jambes, il le caressa en disant: Voilà un beau petit chien!

C'est alors que M. le greffier lui a lu les deux arrêts: celui de la Cour d'assises de l'Aisne, qui le condamne à la peine de mort, et de la Cour de cassation, qui a rejeté son pourvoi. Il a écouté cette lecture très attentivement et a même fait une observation au greffier à propos de son âge; il voulait avoir cinquante et un ans, au lieu de cinquante.

Après cette lecture, il demande des nouvelles de la femme Faucheux, sa concubine, condamnée à mort en même temps que lui et par le même arrêt; on lui répond que la peine était commuée: « C'est bien ça, réplique-t-il, c'est moi qui paie pour les autres. » Aux personnes qui plaignaient son sort il dit: « Je suis bien content, je n'ai jamais été malade, et je dois mourir sans souffrir. Il avait aussi demandé à M. l'aumônier s'il ne devait pas faire un petit sermon sur l'échafaud avant de mourir.

Tout à coup la porte de la prison s'ouvre, on annonce au prisonnier l'arrivée de Mgr Christophe, évêque de Soissons, accompagné de M. Stocquet, archevêque de la cathédrale. Notre vénérable prélat apportait à ce malheureux les dernières consolations de la religion. Le criminel s'agenouilla, écouta avec respect les saintes et paternelles paroles que suggérait à notre charitable premier pasteur la vue d'un homme qui allait mourir. Avant de quitter la prison, Mgr Christophe a voulu embrasser Duvant. En présence de tant de bonté, celui-ci s'est senti ému, il a versé des larmes; mais ce sont les premières et les dernières jusqu'au moment suprême.

Enfin, l'heure fatale approche, voici les exécuteurs qui viennent procéder à l'horrible toilette. Duvant, toujours calme, recommande qu'on ne lui serre pas trop les mains et les pieds; il se lève pour voir s'il pourra marcher; et sur le point de partir, il demande « une petite goutte avant de mourir. »

Vers sept heures, la porte de la maison d'arrêt s'ouvre, et le condamné sort, d'un côté par M. l'aumônier de Laon, et de l'autre par l'exécuteur d'Amiens, s'avance

à pas lents, les mains derrière le dos, la figure pâle mais calme; il a toujours sur ses lèvres ce sourire caressant qui lui est habituel, contraction de visage que des étrangers pourraient prendre pour un sourire moqueur. On lui découvre les épaules; il s'agenouille aux pieds du prêtre vénérable, qui le bénit; il se relève, embrasse le prêtre à plusieurs reprises, et avec affection, embrasse la dernière fois le crucifix. La planche bascule, et après une hésitation d'une seconde, un bruit sourd se fait entendre; quelques cris retentissent dans la foule.... L'assassinat de Bucy-le-Long était expié.

SOUSCRIPTION AUTORISÉE PAR LE GOUVERNEMENT

CHEMINS DE FER DES CHARENTES

Concessionnaires: MM. LES FILS DE GUILHOU JEUNE, banquiers, à Paris, rue de Provence, 50.

Subvention de l'État: 20,495,000 francs.

Emission de 50,000 actions de 500 francs.

IMPORTANCE DU RÉSEAU.

Le réseau concédé se compose des lignes suivantes:

- 1° Concession définitive: Napoléon-Vendée à La Rochelle, Rochefort à Saintes; Saintes à Coutras; Saintes à Angoulême. 289 kilom.
2° Concession éventuelle de la ligne d'Angoulême à Limoges, conformément au cahier des charges, et dans les conditions de la loi du 11 juin 1842. 110 kilom.

SITUATION ET ÉLÉMENTS DU RÉSEAU.

Il relie directement, d'une part, quatre grands ports, Nantes, La Rochelle, Rochefort et Bordeaux, en ménageant entre les deux points extrêmes, Nantes et Bordeaux, une diminution de parcours de 200 kilomètres. D'autre part, il met en communication directe, par la ligne de Saintes à Angoulême, et plus tard à Limoges, le centre de la France avec l'Océan. Son tracé indique déjà un grand chemin transversal, dont l'extrémité, aboutissant à Lyon, amènera, par la ligne la plus courte, dans la direction de l'est à l'ouest, tout le commerce de la Suisse, de l'Allemagne et du Piémont.

Les départements qu'il traverse (Charente, Charente-Inférieure, Vendée, Loire-Inférieure, Gironde, Dordogne et Haute-Vienne), sont classés parmi les plus riches.

COUT KILOMÉTRIQUE.

Les ingénieurs de l'Etat ont évalué le coût des chemins des Charentes (289 kil.) à 64,100,000 francs. Soit par kilomètre. 221,500 fr. La subvention de l'Etat s'élevant à 20,495,000 fr., soit le tiers de la dépense, représente par kilomètre. 71,500

Reste à la charge de la Compagnie seulement. 150,000 fr.

Or, en France, le coût du kilomètre a été, d'après les statistiques officielles, de 401,000 francs, qu'il faut réduire à 291,000 francs, eu égard à la subvention de l'Etat, qui a été jusqu'ici du quart seulement de la dépense.

ÉVALUATION DU REVENU.

Les constatations officielles du trafic sur les lignes des Charentes par les ingénieurs de l'Etat assurent un revenu moyen de 19,000 francs par kilomètre, soit pour le réseau entier. 5,491,000 fr. Frais d'exploitation à 45 pour-100. 2,470,950

Il reste net. 3,020,050 fr.

soit 34,71 par action de 500 francs, ou 7 pour 100 dès le début de l'exploitation.

Or, si l'on considère que, d'une part, le coût des lignes des Charentes (150,000 francs par kilomètre) est inférieur de près de moitié à celui des autres chemins, et que, d'autre part, les départements qu'elles traversent leur assurent un trafic supérieur au trafic moyen des autres lignes (net 27,807 fr.), on arrive à cette conséquence forcée, que les lignes des Charentes doivent réaliser, dans un avenir prochain, des bénéfices dont l'évaluation la plus modeste assure au capital engagé un revenu d'au moins 18 pour 100.

CONDITIONS DE LA SOUSCRIPTION.

Il sera versé 100 francs en souscrivant; Et 100 francs à la répartition qui aura lieu, au prorata des demandes, sous le contrôle du gouvernement.

Les versements complémentaires seront appelés par le conseil d'administration, à des époques qui seront fixées au fur et à mesure des besoins des travaux.

Les sommes versées jouiront, pendant la durée des travaux, d'un intérêt de 5 pour 100, qui sera payé par semestre au siège de la Compagnie et chez les banquiers correspondants.

En cas de retard de paiement, le débiteur sera passible d'un intérêt de 5 pour 100.

La répartition, il sera délivré au souscripteur un récépissé nominatif constatant les deux premiers versements.

La souscription sera ouverte le 14 juillet et close le 28.

On souscrit à Paris: chez MM. LES FILS DE GUILHOU JEUNE, banquiers, rue de Provence, 50.

On peut verser dans toutes les succursales de la Banque de France au crédit de MM. les fils de Guilhou jeune. Leur adresser les récépissés de versement

LE GRAND HOTEL DE LA PAIX, boulevard des Capucines, sera ouvert le 15 juillet.

Bourse de Paris du 14 Juillet 1862.

Table with 5 columns: Instrument, Cours, Plus haut, Plus bas, Dern. cours. Includes Au comptant, Fin courant, etc.

ACTIONS.

Table with 4 columns: Instrument, Dern. cours, comptant, Dern. cours, comptant. Includes Crédit foncier, Crédit industriel, etc.

OBLIGATIONS.

Table with 4 columns: Instrument, Dern. cours, comptant, Dern. cours, comptant. Includes Obl. foncière, Ville de Paris, etc.

Ventes immobilières.

AUDIENCE DES CRIEES.

MAISON DE CAMPAGNE

Etude de M. GIBORY, avoué à Etampes. Vente sur licitation, en l'audience des criées du Tribunal civil de première instance séant à Etampes, d'une MAISON DE CAMPAGNE avec cour, jardin et dépendances, sise à Méréville, arrondissement d'Etampes (Seine-et-Oise). Sur la mise à prix de: 3,000 fr. L'adjudication aura lieu le mardi 22 juillet 1862, heure de midi. S'adresser pour les renseignements: A Etampes, à M. GIBORY et Bouvard, avoués; A Angerville, à M. Jacob, notaire; A Méréville, à M. Popelin, notaire; Et sur les lieux. (3646)

MAISON A PARIS-BATIGNOLLES

Etude de M. Oscar MOREAU, avoué à Paris, rue Laffitte, 7. Vente aux criées, au Palais-de-Justice à Paris, le mercredi 23 juillet 1862, deux heures de relevée. D'une MAISON avec jardin et dépendances, sise à Paris-Batignolles, rue Truffault, 54. — Mise à prix, 15,000 fr. S'adresser à M. Oscar MOREAU, avoué à Paris, rue Laffitte, 7; à M. de Etangs, avoué à Paris, rue Montmartre, 131, et à M. Baron, notaire à Paris-Batignolles, rue d'Antin, 3.

MAISON A PARIS

Vente au Palais de-Justice, le 23 juillet 1862, deux heures de relevée. D'une MAISON sise à Paris, rue Montaigne, 30, d'un revenu net d'environ 13,400 fr. — Mise à prix, 140,000 fr. S'adresser: 1° à M. LACOMME, avoué poursuivant, à Paris, rue Saint-Honoré, 350; 2° à M. Marq, notaire à Paris, rue de Provence, 1.

CHAMBRES ET ETUDES DE NOTAIRES

MAISON A S'-QUENTIN

Etude de M. LABOISSIÈRE, avoué à Paris, rue du Sentier, 29. Vente sur licitation, en l'étude de M. CRÉTÉ, notaire à Saint-Quentin (Aisne), le lundi 4 août 1862, d'une MAISON à Saint-Quentin (Aisne), rue de Vesoul, 1, louée 1,500 fr., outre une réserve. Mise à prix: 20,000 fr. S'adresser: à Saint-Quentin, à M. CRÉTÉ, chargé de la vente; Et à Paris, à M. LABOISSIÈRE, Lacomme et Boucher, avoués; — Et à M. Dufour, Meignen et Robin, notaires. (3659)

GRANDE PROPRIÉTÉ A PARIS.

LA VILLETTE rue de Flandre, 9, contenant environ 1,986 mètres, à vendre par adjudication, même sur une enchère, en la chambre des notaires de Paris, le mardi 22 juillet 1862. Mise à prix: 160,000 fr. S'adresser à M. MEIGNEN, notaire à Paris, rue Saint-Honoré, 370. (3581)

MAISON RUE DE L'OUEST, 48, A PLAISANCE, PARIS

Adjudication, sur une enchère, en la chambre des notaires, le 29 juillet 1862, midi. Revenu: 4,380 fr. — Mise à prix: 45,000 fr. S'adresser à M. DEMANCHÉ, notaire, rue de Condé, 5; et à M. A. Gélarié, fg. Poissonnière, 29. (3566)

MAISON A PARIS

A vendre à l'amiable, Une MAISON située à Paris, quartier de la Chapelle, Grande-Rue, 102, au coin de la rue des Francs-Bourgeois. Contenance: 1,300 mèt. Jouissance de suite. Facilités de paiement. S'adresser: pour visiter, sur les lieux; Et pour les renseignements et traiter, à M. F. COUBOT, notaire, rue de Cléry, 5. (3625)

Ventes mobilières.

Etude de M. TROUSSELLE, notaire à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, 25.

Vente, en ladite étude, le mercredi 23 juillet 1862, à midi, Du JOURNAL La Revue pour Tous. Mise à prix: 200 fr. S'adresser audit M. TROUSSELLE, et à M. Hécaen, syndic, rue de Lancry, 9. (3658)

COMPAGNIE ANONYME DES FORGES DE CHATILLON ET COMMENTRY.

MM. les actionnaires de la compagnie anonyme des Forges de Chatillon et Commentry (ancienne société en commandite par actions, Bouqueret, Martenet et Co), sont convoqués en assemblée extraordinaire en vertu des statuts de l'ancienne société, et en vertu des statuts homologués par décret impérial en date du 10 juillet 1862. La réunion des actionnaires de l'ancienne société aura lieu le 16 août prochain, à une heure de l'après-midi, salle Lemardelay, rue Richelieu, n° 100. Pour faire partie de cette réunion, il faut être porteur de 50 actions au moins. 50 actions donnent droit à une voix; 150 — à deux voix; 300 — à trois voix; 500 et au-dessus à quatre voix. Les actions doivent être déposées au siège social, rue du Conservatoire, 11, à Paris, et les cartes retirées deux jours au moins avant celui de la réunion. La réunion des actionnaires de la compagnie anonyme aura lieu le même jour, au même lieu, à trois heures de l'après-midi. Pour faire partie de cette réunion, il faut être propriétaire de vingt actions de l'ancienne société au moins. Chaque actionnaire a droit à autant de voix qu'il a de fois vingt actions, sans que le nombre des voix exprimées par la même personne puisse dépasser dix. Les actions devront également être déposées au siège social, et les cartes retirées huit jours au

CH. DE FER CENTRAL NÉERLANDAIS

Le conseil d'administration du Chemin de fer central néerlandais a l'honneur d'informer MM. les actionnaires qu'il devra être fait sur les actions, le 15 août prochain, un versement de 62 florins 50 (131 fr. 25 c.) par action. Ces versements seront reçus les 14, 15 et 16 août, à Amsterdam, sur la présentation des récépissés nominatifs d'actions. Amsterdam, le 10 juillet 1862. Le président du conseil d'administration, L.-W. CRAMERUS, président. D. VAN LENNEP, secrétaire.

SOCIÉTÉ CIVILE DES HOULLÈRES DE ROUJAN

MM. les propriétaires de parts d'intérêts sont convoqués en assemblée générale ordinaire et extraordinaire pour le samedi 2 août, deux heures de relevée, rue du Marché-Saint-Honoré, 11, à Paris, au domicile de M. Mauger, administrateur judiciaire, à l'effet de prendre connaissance des affaires de la société et de délibérer notamment: Sur la nomination d'un conseil d'administration, conformément aux statuts; Sur un emprunt ou toutes mesures financières qu'il y aurait lieu d'adopter; Et, s'il y a lieu, sur la dissolution et la liquidation de la société. D'après l'article 28 des statuts, les actions devront être déposées dans la caisse de la société, rue Chateaufort, 10, à Paris, dix jours avant la réunion. MAUGER, Rue du Marché-Saint-Honoré, 11, (5175)

LONDRES ILLUSTRE guide spécial pour l'Exposition de 1862, par E. Reclus. 1 vol. in-18 Jésus, contenant 63 gravures, 1 carte, 1 plan de Londres et dix petits plans. Prix, broché, 3 fr.; relié, 4 fr.

GUIDE DU VOYAGEUR A LONDRES

par E. Reclus. 1 vol. in-18 Jésus, contenant un plan de Londres. un plan des environs de Londres, 6 autres plans et une carte des chemins de fer. Prix: broché, 10 fr.; relié, 10 fr. 50.

L'INTERPRÈTE ANGLAIS-FRANÇAIS

pour un voyage à Londres, ou conversation dans les deux langues sur les points les plus essentiels et les plus curieux du voyage, par G. Fleming, 1 vol. in-16, cartonné, 1 fr.

A LA LIBRAIRIE DE L. HACHETTE ET C., boulevard Saint-Germain, 77, à Paris, chez les principaux libraires des départements et dans les gares des chemins de fer.

OBLIGATIONS A PRIMES

PLACEMENTS SÛRS ET DES PLUS AVANTAGEUX Le plan général est expédié gratis et franco par le directeur de l'Office international, rue Bonivard, 6, à Genève (Suisse). Affranchir. (5169)

ÉCLAIRAGE A LA LUCILINE

Nouveau liquide sans odeur. Économie 50 p. 100. Pour appartements, établissements publics, etc. COHEN et Co, rue d'Hauteville, 66, à Paris. Détail: Maison LELONG, boul. Bonne-Nouvelle, 31.

DENTS DIAMANTÉES FATTET

Nouvelle découverte brevetée. Ces dentiers inaltérables FATTET ne changent jamais de couleur et durent indéfiniment. Ils n'ont pas l'inconvénient de déchirer les gencives, comme les dents à bon marché, maintenues à l'aide de plaques métalliques; ce sont les seuls qui ne donnent pas d'odeur, et avec lesquels on puisse parler et manger immédiatement. G. FATTET, dentiste, rue Saint-Honoré, 255.

VITALINE-STECK chute des Cheveux, Oal-vitie, Alopecie, prompts résultats. 9 rapports méd. Le fl. 20 fr. Boul. Sébastopol, 39 (près la rue Rivoli) et dans t. les villes. (4641)

MORTO-INSECTO DESTRUCTION COMPLETE DES puces, punaises, fourmis et de tous les insectes. Emploi facile. Rue Rivoli, 68. Prix : 50 c. — Se méfier des contrefaçons.

MALADIES DES FEMMES. M^{me} LACHAPPELLE, maîtresse sage-femme, professeur d'accouchement. Traitement (sans repos ni régime) des maladies des femmes, inflammations suite de couches, déplacement des organes, causes fréquentes de la STÉRILITÉ constitutionnelle ou accidentelle. Les moyens de guérison, aussi simples qu'infaillibles, employés par M^{me} LACHAPPELLE, sont le résultat de vingt-cinq années d'études et d'observations pratiques dans le traitement spécial de ces affections. — M^{me} LACHAPPELLE reçoit tous les jours, de 3 à 5 heures, à son cabinet, n^o 27, vis-à-vis les Tuileries.

ROB BOYVEAU-LAFECTEUR Le Rob végétal du docteur Boyveau-Laffeteur, seul autorisé et garanti véritable par la signature GIRAudeau-SAINTE-GERVAIS, est bien supérieur aux sirops de Cuisinier, de Larrey et de Salsepareille. Il guérit radicalement, sans mercure, les affections de la peau, les dartres, les scrofules, les suites de gale, les ulcères et les accidents provenant de couches, de l'âge critique et de l'acreté des humeurs. Ce Rob est surtout recommandé contre les maladies contagieuses récentes, invétérées ou rebelles au copahu, au mercure et à l'iodure de potassium. — Consultations gratuites par correspondance, au cabinet du docteur Giraudeau Saint-Gervais, rue Richer, 12, à Paris. Dépôt chez tous les pharmaciens et droguistes de la France et de l'étranger.

NETTOYAGE DES TACHES MALADIES contagieuses rebelles, pertes involontaires, impuissance, etc. Guérison rapide. De 1 à 3 h., boulev. Sébastopol, 5 (R.G.)

BENZÉNE-COLLAS 1 fr. 25 c. le flacon. — Rue Dauphine, 8, à Paris. Médaille à l'Exposition universelle.

RHUMATISMES — NEURALGIES. FAIBLESSES ARTICULAIRES. Guérison réelle par la SOIE DOLORIFUGE. LÉCHELLE, rue Dumartine, 35, à Paris. — 3 fr.

LIQUIDATIONS ET PARTAGES COMMUNAUTÉ (TRAITE PRATIQUE DES), de succession et de société, avec un choix de formules entièrement nouvelles, par M. ALEX. MICHAUX, ancien principal clerc de notaire. 2^e édition, revue et augmentée. 1 vol. in-8^o. 1862. 8 fr.

ŒUVRES DE POTIER ANNOTÉES et mises en corrélation avec le Code civil, par M. Bugnet, professeur de droit civil à la Faculté de Paris. Nouvelle édition. 1861. 10 vol. in-8^o. 60 fr.

ADMIS A L'EXPOSITION UNIVERSELLE DE LONDRES. PAS DE SUCCURSALE EN FRANCE NI L'ÉTRANGER. RUE TARANNE 14 PARIS. CONTRE: Apoplexie, Paralyse, Mal de Mer, Cholère, Vapeurs, Évanouissements, &c. Breveté S.G.D.G. — NOMBREUSES FRAUDES & CONTREFAÇONS. Dépôt à LONDRES, chez M. Augustin WHITBURN, pharmacien-chimiste, 174, Regent-Street.

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER De Paris à Lyon et à la Méditerranée. SERVICE DIRECT DE PARIS A MILAN. PAR MACON, CULOZ, LE MONT GENIS, TURIN, VERCELL, NOVARE ET MAGENTA. Trajet en 40 heures.

BILLETS VALABLES POUR 15 JOURS, AVEC FACULTÉ DE S'ARRÊTER à Maçon, Culoz, Aix-les-Bains, Chambéry, Suse, Turin et Magenta.

Table with 4 columns: Station, 1^{re} classe, 2^e classe, 3^e classe. Rows include Aix-les-Bains, Chambéry, Montmélian, Chamois, St-Jean-de-Maurienne, Turin, Milan.

Correspondances: Chamouset, pour Moutiers et Albertville (diligence); à Saint-Nicolas pour Modane, Lans-le-Bourg et Suse (diligence); à Turin pour Pignerol, Coni, Alexandrie, Montebello et Gènes (chemin de fer); à Novare, pour Arona (Sesto-Calende) et le lac Majeur; à Milan, pour Bergame, Brescia, Monza, Camerlata, Côme, Venise, Trieste, Vérone et Mantoue (chemin de fer).

La publication légale des Actes de Sociétés est obligatoire, pour l'année 1862, dans le MONITEUR UNIVERSEL, la GAZETTE DES TRIBUNAUX, le DROIT et le JOURNAL GÉNÉRAL D'AFFICHES.

SOCIÉTÉS.

Etude de M^e PLASSARD, avoué à Paris, rue de la Monnaie, 41. ERRATUM. Feuille du journal du douze juillet mil huit cent soixante-deux, page quatrième, acte de dissolution de société entre M. THIÉRIOT et M. ROSEQUEST, vingt deuxième ligne de l'article, au lieu de « vingt-cinq juin », lisez : « premier juillet ».

D'un acte sous seings privés, en date du premier juillet mil huit cent soixante-deux, enregistré à Paris le dix juillet mil huit cent soixante-deux, folio 448, case 8, par le receveur, qui a reçu huit francs quarante centimes, et signé, Il appert que: M. Jean-Baptiste VANEUILLE, fabricant de tulles et blondes, demeurant à Paris, rue Ferdinand, 9.

Ont formé entre eux une société en nom collectif sous la raison et la signature sociales VANEUILLE, LÉON, et C^o, au capital de Paris, rue Ferdinand, 45, et rue Saint-Maur, 44, et pour objet la fabrication de tulles et blondes, et de tout ce qui rapporte à ce genre de manufacture, pour dix années commençant le premier juillet mil huit cent soixante-deux et finissant le premier juillet mil huit cent soixante-douze.

Les deux associés gèrent et administrent. Ils ont chacun la signature sociale, mais ils ne peuvent en faire usage que pour les affaires de la société. Pour extrait à Paris, le douze juillet mil huit cent soixante-deux, enregistré le même jour, folio 476, verso, case 8, aux droits de deux francs quarante centimes, dixième compris.

D'un acte sous seings privés, fait double et entre MM. MIALHE et GRASSI, ci-après nommés, à Paris, le premier juillet mil huit cent soixante-deux, enregistré, Il appert: Que la société en nom collectif, formée entre: M. Louis MIALHE, docteur en médecine, pharmacien de Sa Majesté l'Empereur, demeurant à Paris, rue Favart, 8.

Est et demeure dissoute à partir du premier juillet mil huit cent soixante-deux. Pour extrait: Victor FRICK, mandataire. (9350)

Etude de M^e MOULLEFARINE, avoué à Paris, rue de la Harpe, 10. D'un acte sous seings privés, en date du premier juillet mil huit cent soixante-deux, enregistré à Paris, le neuf juillet mil huit cent soixante-deux, folio 45, recto, case 9, par le receveur, qui a perçu six francs par droits, Il appert: Que la société en nom collectif, ayant ex-ité entre: M. François Charles CARBONNEAUX, Le PERDRIEL, pharmacien, demeurant à Paris, rue Sainte-Croix de la Bretonnerie, 54.

Est et demeure dissoute à partir du premier juillet mil huit cent soixante-deux. Pour extrait: Victor FRICK, mandataire. (9350)

Etude de M^e MOULLEFARINE, avoué à Paris, rue de la Harpe, 10. D'un acte sous seings privés, en date du premier juillet mil huit cent soixante-deux, enregistré à Paris, le neuf juillet mil huit cent soixante-deux, folio 45, recto, case 9, par le receveur, qui a perçu six francs par droits, Il appert: Que la société en nom collectif, ayant ex-ité entre: M. François Charles CARBONNEAUX, Le PERDRIEL, pharmacien, demeurant à Paris, rue Sainte-Croix de la Bretonnerie, 54.

Est et demeure dissoute à partir du premier juillet mil huit cent soixante-deux. Pour extrait: Victor FRICK, mandataire. (9350)

132 M. le comte César-Armand ANATOLE DE LA PANOUSE, propriétaire, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 29; M. Jean-François BOURCERET, propriétaire, demeurant à Paris, rue d'Alger, 42; M. Agissant savoir: M. Lafont comme président, et tous les autres comparants comme membres du conseil d'administration de la Nationale, compagnie d'assurances à primes contre l'incendie, établie à Paris, rue de Ménières, 3, dont les statuts sont en un acte dressé par M. Yver, soussigné, et l'un de ses collègues, le onze mai mil huit cent quarante-neuf, ont été approuvés par arrêté du Gouvernement en date du dix-sept du même mois, et modifiés suivant acte passé devant M. Yver, le dix-huit mai mil huit cent cinquante-neuf.

Lesquels ont exposé et fait ce qui suit: Aux termes d'une délibération du vingt-neuf mars dernier, l'Assemblée générale des actionnaires de la compagnie d'assurances à primes contre l'incendie de la Nationale, convoquée et constituée conformément aux statuts, a décidé à l'unanimité qu'il serait apporté une modification à l'article 4 desdits statuts, ainsi conçu: « Les titres et magasins de poudres à tirer; « Les titres et papiers d'affaires, effets au porteur, lettres de change et billets, les lingots d'or et d'argent, l'argent monnayé, les diamants, pierres fines et pierres fines; « La compagnie ne répond pas des incendies occasionnés par guerre, invasion, émeute populaire, force militaire quelconque et tremblement de terre.

En conséquence, l'Assemblée a donné au conseil d'administration tout pouvoir de modifier les statuts de la compagnie, en ce qui concerne les articles susdits, et de ratifier et approuver les modifications qu'il jugerait convenables. Aujourd'hui les comparants agissant en vertu du pouvoir susdésigné conféré au conseil d'administration qu'ils représentent régulièrement dans les termes des statuts de la société, déclarent, et ratifient, ainsi qu'il suit, la nouvelle rédaction de l'article 4 desdits statuts.

Art. 4. La compagnie ne répond pas des incendies occasionnés par guerre, invasion, émeute populaire, force militaire quelconque et tremblement de terre. ANNEXE. Aux présentes est demeuré annexé un extrait, délivré le trente et un mars dernier par M. le président du conseil d'administration de la délibération précitée, en vertu duquel le conseil d'administration a autorisé, sous le sceau de son sceau, le présent acte, lequel extrait est annexé au présent acte, et a été fait dessus par les notaires soussignés.

FORMALITÉS DE PUBLICATION. Pour faire publier le présent acte et le décret approuvé à l'effet de son exécution, à la loi, les pouvoirs les plus étendus sont donnés au porteur d'une expédition dudit acte. Il est passé à Paris, au siège de la compagnie LA NATIONALE, rue de Ménières, 3, le deux mai mil huit cent soixante-deux, en présence de M. Georges Charles-Ferdinand BOY, de la Tour, propriétaire, demeurant à Paris, rue Rougemont, 5, comme directeur de ladite compagnie LA NATIONALE.

Et lecture faite, tous les comparants ont signé avec M. Boy de la Tour et les notaires. En suite est écrit: Enregistré à Paris, deuxième bureau, le quatre avril mil huit cent soixante-deux, folio 7, verso, case 1^{re} et deux cent cinquante centimes, dixième compris, ainsi qu'il suit.

DECRET. Napoléon. Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, A tous présents et à venir, salut; Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux Publics, Vu l'arrêté du dix-sept mai mil huit cent quarante-neuf, qui proroge la durée de la société anonyme existant à Paris, sous la dénomination de LA NATIONALE, société d'assurances à primes contre l'incendie, et qui approuve les nouveaux statuts de cette société; Vu les décrets des dix-sept octobre mil huit cent cinquante-sept et dix-neuf novembre mil huit cent cinquante-neuf, approuvant des modifications auxdits statuts; Vu la délibération de l'Assemblée générale des actionnaires, en date du vingt-neuf mars mil huit cent soixante-deux, ayant pour objet d'apporter une modification à l'article 4 de ces statuts; Notre Conseil d'Etat entendu, Avertis des motifs de ce qui suit:

La nouvelle rédaction de l'article 4 des statuts de la société anonyme formée à Paris, sous la dénomination de LA NATIONALE, compagnie d'assurances à primes contre l'incendie, est approuvée telle qu'elle est contenue dans l'acte passé le deux mai mil huit cent soixante-deux, devant M. Yver et son collègue, notaires à Paris, lequel acte restera annexé au présent décret.

Art. 4^{er}. La nouvelle rédaction de l'article 4 des statuts de la société anonyme formée à Paris, sous la dénomination de LA NATIONALE, compagnie d'assurances à primes contre l'incendie, est approuvée telle qu'elle est contenue dans l'acte passé le deux mai mil huit cent soixante-deux, devant M. Yver et son collègue, notaires à Paris, lequel acte restera annexé au présent décret.

Art. 5. M. Edouard Frédéric MOREAU, négociant, membre du conseil d'administration de la Banque de France, demeurant à Paris, rue de la Victoire, 98; M. Charles Gabriel LE BÈGUE, comte de GERMANY, gouverneur de la Banque de France, demeurant à Paris, rue de la Vrillière, 4; M. Sébastien-Marie ARCHÉBACON, agent de change honoraire, demeurant à Paris, rue d'Anjou-Saint-Honoré, 8; M. Jacques-Gérard François LEFÈVRE, banquier, régent de la Banque de France, demeurant à Paris, rue de la Banque, 60; M. Jean-Jacques LEMERCIER DE NERVILLE, régent de la Banque de France, demeurant à Paris, rue Drouot, n^o 2; M. Edouard Frédéric MOREAU, négociant, membre du conseil d'administration de la Banque de France, demeurant à Paris, rue de la Victoire, 98;

présent décret. Notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux Publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au BULLETIN DES LOIS, inséré au Moniteur et dans un journal d'annonces judiciaires du département de la Seine, et enregistré avec les modifications au greffe du Tribunal de Commerce de la Seine. Fait au Palais des Tuileries, le vingt-cinq juin mil huit cent soixante-deux.

Par l'Empereur: Le ministre secrétaire d'Etat au département de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux Publics, Signé: E. ROUHER. Pour Amplification: Le conseiller d'Etat secrétaire général, Signé: DE BOUREUILLE. Il est ainsi en l'application du décret émis le vingt-neuf mars dernier, par M. le comte de la PANOUSE, notaire à Paris, soussigné, aux termes de l'acte qu'il en a dressé, assisté de son collègue, le douze juillet mil huit cent soixante-deux, enregistré, (9351)

D'un acte sous seings privés, fait double à Paris, le dix juillet mil huit cent soixante-deux, enregistré, Il appert: Qu'une société en nom collectif a été formée entre: M. Jacques-Nicolas BELLE, négociant, demeurant à Paris, rue de Duras, 9; Et M^{me} Bénigne-Marie-Louise-Albine GUYOT-DE-REPAHNE, épouse séparée de biens d'avec M. Maximilien DE FORCADE DE LA GREZIERE, qui l'a autorisée à cet effet, demeurant ensemble à Paris, rue de Rivoli, 36.

Pour l'exploitation d'un fonds d'hôtel meublé dit: Hôtel de Londres, situé à Paris, rue Saint-Yacques-Saint-Honoré, 8, leur appartenant par moitié. La société a commencé, par effet rétroactif, le vingt-huit juin dernier, et durera, comme la location des lieux, jusqu'au premier octobre mil huit cent soixante et onze. Elle sera prorogée dans le cas où la location le serait elle-même.

Son siège est au lieu de l'exploitation. La raison et la signature sociales sont: BELLE et C^o. M. Belle, chargé seul de l'exploitation, a seul la signature sociale, à la charge de ne faire usage que pour les besoins et affaires de la société. M. Belle apporte une somme de six mille francs, exigible au fur et à mesure des besoins de la société. M. de Repahne aura pour sa part dans la concurrence d'une somme de dix mille francs.

Etude de M. Charles DUMONT, receveur de rentes, rue de Caumartin, 30, à Paris. D'un acte sous seings privés, fait double à Paris, le deux juillet mil huit cent soixante-deux, enregistré, Il appert: Que la société en nom collectif, formée entre: M. Théodore-Léon LÉPERT, négociant, demeurant à Paris, rue Saint-Sauveur, n^o 80; Et un commanditaire dénommé audit acte sous seings privés, M. L. LÉPERT, et en commandite à l'égard de l'autre personne dénommée audit acte: M. L. LÉPERT et Compagnie; Que le siège social sera établi rue d'Hauteville, 33; Que son objet sera l'exploitation d'un fonds de commerce de bonnetterie, sis à Paris, rue d'Hauteville, 33; Que la signature sociale appartiendra à M. L. LÉPERT seul, mais à la charge de n'en faire usage que pour les besoins et affaires de la société; Que le montant de l'apport du commanditaire s'élève à cinquante mille francs en marchandises; Que la durée de la société a été fixée à trois années, qui ont commencé à courir le premier juillet mil huit cent soixante-deux, pour finir le premier juillet mil huit cent soixante-cinq.

Four extrait: DEMONT, mandataire. (9347)

D'un acte sous seings privés, en date du premier juillet mil huit cent soixante-deux, enregistré, Il appert: Que la société en nom collectif, formée, par quinze années consécutives, à partir du premier février mil huit cent soixante-deux, entre: M. Antonio-Camilo-Nascentes D'AZAMBUJA, négociant, demeurant à Paris, rue de Valenciennes, 10; Et M. Eugène-Constant-Marie BONNIER, pour l'exploitation et le commerce des plumes, barytes et albaîtres. Sous la raison sociale: A. D'AZAMBUJA et C^o.

El ont le siège social à Paris, quai de Valmy, 195. Est et demeure dissoute d'un commun accord entre les parties à dater du premier juillet mil huit cent soixante-deux, par suite de l'état de santé de M. A. D'AZAMBUJA. M. Bonnier est seul chargé de la liquidation. Pour extrait: Eng. BONNIER, A. D'AZAMBUJA. (9349)

D'un acte sous seings privés, en date du premier juillet mil huit cent soixante-deux, enregistré, Il appert: Que les sieurs Jean-Philippe JAUDON, demeurant à Paris, rue des Anglais, 2; Jean-Gilbert PALOTY, demeurant à Paris, rue de l'École-de-Médecine, 46; Et M. Anne-Mégé, demeurant à Paris, rue de Valenciennes, 10; Entrepreneurs de peinture. Ont dissous, à partir dudit jour deux juillet, la société formée entre eux par acte sous seings privés, en date du premier juillet mil huit cent soixante-deux, enregistré le vingt-trois et publié sous le nom de: JAUDON et C^o, siège social rue des Anglais, 2. Jaudon étant signataire, et qui ont nommé liquidateur M. Charles-Paul, propriétaire, demeurant à Paris, rue de la Croix-Rouge, 18. Pour extrait: MÉGÉ. (9351)

D'un acte passé devant M. Massion, notaire à Paris, le trois juillet mil huit cent soixante-deux, en présence de M. Cyr-Adolphe DÉRVILLE, négociant, demeurant à Paris, quai de Jemmapes, 36, l'un des deux créanciers de la société en commandite DÉRVILLE et C^o, formée suivant acte passé devant ledit M. Massion le premier août mil huit cent cinquante-sept, et ce pour les parts d'intérêts à lui attribuées tant par l'acte constitutif susdésigné que par un acte modificatif passé devant M. Massion le huit janvier mil huit cent soixante-deux, lesdites parts s'élevant à six-vingt-cinq, et représentant un capital nominal de trois cent soixante-quinze mille francs. Pour extrait: Signé: MASSION. (9353)

Cabinet de M. ANOUELLE, rue de la Bourse, 40, à Paris. Suivant acte sous seings privés, en date à Paris du trente juin mil huit cent soixante-deux, enregistré, Il appert: Que M. Philémon-Joseph LÉCUYER, négociant, demeurant aussi à Paris, quai de Jemmapes, 36, autre gérant de ladite société, a déclaré, en vertu de la faculté qu'il s'était réservée par l'acte constitutif, vouloir cesser, à partir du premier juillet mil huit cent soixante-deux, d'avoir lesdites fonctions et titre de gérant de la société, pour n'être plus à compter de la même époque que simple commanditaire, et ce pour les parts d'intérêts à lui attribuées tant par l'acte constitutif susdésigné que par un acte modificatif passé devant M. Massion le huit janvier mil huit cent soixante-deux, lesdites parts s'élevant à six-vingt-cinq, et représentant un capital nominal de trois cent soixante-quinze mille francs.

La raison sociale et la signature seront: SIMON et PETTEX. Ils auront tous deux la signature sociale, mais ne pourront en faire usage que pour les besoins de la société, sous peine de nullité, même vis-à-vis des tiers; et chaque fois qu'il s'agira de résiliation de bail ou de transactions d'indemnités, la signature des deux associés sera nécessaire auxdits traités. Pour extrait: J.-M. PETTEX. (9348)

D'un acte sous seings privés, en date du premier juillet mil huit cent soixante-deux, enregistré à Bordeaux le sept du même mois, Entre: M. A. GAUTHRIN, négociant à Bordeaux, rue du Palais-Gallien, 72; M. L. DE SCHRYVER neveu, négociant à Bruxelles, rue Neuve, 56; M. A. DUPRÉ, négociant à Paris, rue Neuve-des-Mathurins, 46; Il appert: Qu'une société en nom collectif sous la raison: GAUTHRIN, DE SCHRYVER et DUPRÉ; Que le siège principal de la société est établi à Bordeaux, chez M. A. Gauthrin, rue du Palais-Gallien, 72; M. A. Dupré, chez M. L. de Schryver neveu, rue Neuve, 56; M. L. de Schryver neveu, rue Neuve-des-Mathurins, 46; Que la signature sociale et la commission: Que le capital social est de trois cent mille francs; Deux cent cinquante mille francs fournis par M. L. de Schryver neveu; Cinquante mille francs fournis par M. L. de Schryver neveu.

La durée de la société est de cinq années, à partir du premier courant. La signature sociale et l'administration appartiendront également aux trois associés. La signature sociale ne pourra servir que pour les besoins de la société. M. Nicolas, intéressé, signera par production. Fait en cinq exemplaires, à Bordeaux, le premier juillet mil huit cent soixante-deux. Approuvé l'écriture ci-dessus. Signé: A. GAUTHRIN, M. L. DE SCHRYVER NEVEU, P. DUPRÉ. (9352)

Suivant acte sous seings privés, en date du quatre juillet mil huit cent soixante-deux, enregistré, Entre: M. Siméon-Joseph GOUVIÉ, négociant, demeurant à Paris, faubourg Saint-Denis, n^o 41; Et M. Antoine-Henry CARRE, demeurant à Paris, rue des Petites-Ecuries, n^o 26; Il appert: Que la société en nom collectif, sous la raison sociale: GOUVIÉ et CARRE, pour l'exploitation d'une maison de commission dont le siège était à Paris, rue d'Hauteville, 41, est demeurée dissoute à partir du trente juin mil huit cent soixante-deux. M. S. Gouvié est nommé liquidateur. Approuvé l'écriture ci-contre: CARRE. (9344) Approuvé: S. GOUVIÉ.

D'un acte sous seings privés, du deux juillet courant, enregistré à Paris le quatre, Il appert: Que les sieurs Jean-Philippe JAUDON, demeurant à Paris, rue des Anglais, 2; Jean-Gilbert PALOTY, demeurant à Paris, rue de l'École-de-Médecine, 46; Et M. Anne-Mégé, demeurant à Paris, rue de Valenciennes, 10; Entrepreneurs de peinture. Ont dissous, à partir dudit jour deux juillet, la société formée entre eux par acte sous seings privés, en date du premier juillet mil huit cent soixante-deux, enregistré le vingt-trois et publié sous le nom de: JAUDON et C^o, siège social rue des Anglais, 2. Jaudon étant signataire, et qui ont nommé liquidateur M. Charles-Paul, propriétaire, demeurant à Paris, rue de la Croix-Rouge, 18. Pour extrait: MÉGÉ. (9351)

D'un acte passé devant M. Massion, notaire à Paris, le trois juillet mil huit cent soixante-deux, en présence de M. Cyr-Adolphe DÉRVILLE, négociant, demeurant à Paris, quai de Jemmapes, 36, l'un des deux créanciers de la société en commandite DÉRVILLE et C^o, formée suivant acte passé devant ledit M. Massion le premier août mil huit cent cinquante-sept, et ce pour les parts d'intérêts à lui attribuées tant par l'acte constitutif susdésigné que par un acte modificatif passé devant M. Massion le huit janvier mil huit cent soixante-deux, lesdites parts s'élevant à six-vingt-cinq, et représentant un capital nominal de trois cent soixante-quinze mille francs. Pour extrait: Signé: MASSION. (9353)

ERRATUM. Etude de M^e Alfred MARTEL, avoué agréé à Paris, rue Croix-des-Petits-Champs, n. 38, successeur de M^e Halphen. Feuille de ce journal du 11 courant. — Colonne des publications légales, insertion n^o 9343, 8^e et 10^e lignes, au lieu de rue Martel, n^o 2, lisez rue Martel, n^o 21. (9350)

CONCORDAT PAR ABANDON D'ACTIF. RÉPARTITION. MM. les créanciers vérifiés et affirmés du sieur AMIEL, enfr. de charpentier, rue de Paris-Belleville, 73, peuvent se présenter chez M. Puzanoski, syndic, rue St-Anne, 22, pour toucher un dividende de 45 fr. 77 c. par 100, unique répartition de l'actif abandonné (N^o 4921 du gr.). RÉPARTITION. MM. les créanciers vérifiés et affirmés du sieur MOREL, md de nouveautés, rue St-Honoré, 410 et 412, peuvent se présenter chez M. Lefrançois, syndic, rue de Grammont, 46, pour toucher un dividende de 45 fr. 77 c. par 100, unique répartition de l'actif abandonné (N^o 9321 du gr.). ASSEMBLÉES DU 15 JUILLET 1862. NEUF BUREAUX: Mairie, synd. — Valade, B. BOURSON, ouv. — Millet, conc. — Héral, redd. de conc. DIX BUREAUX: Philéas — Marquis, cl. — Maugry, 11. — Fucault, synd. — UNE BUREAU: Thomas, synd. — Verril, ouv. — Derouet, conc. — Lino de Ymaz, ill. — Poitevin, rem. à huit. VENTES MOBILIÈRES. VENTES PAR AUTORITÉ DE JUSTICE. Le 14 juillet. En l'hôtel des Commissaires-Priseurs, rue Rossini, 6. Consistant en: 4794—Bureau, chaînes, bibliothèque en acajou, volumes, étagère, etc. 4795—Comptoirs, caissiers, rayons, glaces, pendule, coupons de draps, etc. 4796—Cartonniers, fauteuils, chaises, bureau, pendules, tables, etc. 4797—Bureau, caissiers, rayons, glaces, pendule, etc. 4798—Tables, chaises, fauteuils, buffet, commode, glaces, pendule, poêle, etc. 4799—Buffet, commode, tables, pendules, chaises, bottines, etc. Le 15 juillet. En l'hôtel des Commissaires-Priseurs, rue Rossini, 6. 4800—Rayons, volumes divers, fauteuils, comptoir, montres, plumes, crayons. 4801—Armoire, glaces, tables, pendules, commode, canapés, guéridon, etc. Avenue Victoria, 51. 4802—Buffet, commode, table, pendules, canapés, bibliothèque, acajou, etc. Rue d'Allemagne, 106, à la Villette. 4803—Bureau, glaces, cuives en zinc, cuile, tuyaux de gouttières, etc. Rue de Valenciennes, 108. 4794—Table, chaises, commode, armoire, secrétaire, et autres objets. Le 16 juillet. En l'hôtel des Commissaires-Priseurs, rue Rossini, 6. 4805—Guéridon, piano, canapé, fauteuils, glaces, pendule, candélabres, etc. 4806—Buffet, gravures encadrées, table de marbre, dont le siège est à Paris, rue des Fossés-du-Temple, n. 2, et composée de: 4° Jacques GUYARD, 2° Jules Desjardins, demeurant au siège social (N^o 49319 du gr.). DIT que, en vertu, tant du jugement du 18 décembre que du présent, les opérations seront sous la dénomination suivante: Faillite de la société GUYARD et DESJARDINS, ayant pour objet le commerce de meubles, dont le siège est à Paris, rue des Fossés-du-Temple, n. 2, et composée de: 4° Jacques GUYARD, 2° Jules Desjardins, demeurant au siège social (N^o 49319 du gr.). NOMINATIONS DE SYNDICS. Du sieur FOUQUET (Pierre-François-Albert), fabre, de fleurs artificielles, rue des Deux-Portes-Saint-Sauveur, 30, le 18 juillet, à 2 heures 1/2 (N^o 246 du gr.). Pour assister à l'Assemblée dans laquelle le juge-commissaire doit les consulter, tant sur la composition de l'état des créanciers présens que sur la nomination de nouveaux syndics. Les tiers-porteurs d'effets ou d'endossements du failli n'étant pas connus sont priés de remettre au greffe leurs adresses, afin d'être convoqués pour les assemblées subséquentes. PRODUCTION DE TITRES. Sont invités à produire, dans le délai de vingt jours, à dater de ce jour, leurs titres de créances, accompagnés d'un bordereau sur papier timbré, indiquant des sommes à réclamer, MM. les créanciers: Du sieur BRUN fils (Joseph), commis, en grains et farines, rue Jean-Jacques-Rousseau, 21, entre les mains de M. P. Pinet, rue de Rivoli, 69, syndic de la faillite (N^o 248 du gr.). Du sieur PAYSIN (Joseph-Nicolas), maître d'hôtel meublé, rue d'Hauteville, n. 45, entre les mains de M. Barbut, boulevard Sébastopol, n. 22, syndic de la faillite (N^o 243 du gr.). Du sieur ESCOLASSE dit LAFOSE (Louis-Etienne), fabre de produits chimiques à Glichy, rue de Réservoir, 24, entre les mains de M. Pinet, rue de Rivoli, 69, syndic de la faillite (N^o 249 du gr.). Du sieur VIVOT, nég. rue Neuve-Corquenard, 21, entre les mains de M. Sommaire, rue d'Hauteville, 61, syndic de la faillite (N^o 27 du gr.). De la société CARAMELLO aîné et C^o, fabre de commerce d'étain, faubourg Saint-Denis, n. 44, composée de Georges Caramello, Félix Caramello, Maxime Caramello et Valentin Gilardelli, entre les mains de M. Pinet, rue de Rivoli, 69, syndic de la faillite (N^o 260 du gr.). Pour, en conformité de l'article 498 du Code de Commerce, être procédé à la vérification et à l'admission des créances, commenceront immédiatement après l'expiration de ce délai. L'un des créanciers, G. GUILLENARD.

ERRATUM. Etude de M^e Alfred MARTEL, avoué agréé à Paris, rue Croix-des-Petits-Champs, n. 38, successeur de M^e Halphen. Feuille de ce journal du 11 courant. — Colonne des publications légales, insertion n^o 9343, 8^e et 10^e lignes, au lieu de rue Martel, n^o 2, lisez rue Martel, n^o 21. (9350)

ERRATUM. Etude de M^e Alfred MARTEL, avoué agréé à Paris, rue Croix-des-Petits-Champs, n. 38, successeur de M^e Halphen. Feuille de ce journal du 11 courant. — Colonne des publications légales, insertion n^o 9343, 8^e et 10^e lignes, au lieu de rue Martel, n^o 2, lisez rue Martel, n^o 21. (9350)

ERRATUM. Etude de M^e Alfred MARTEL, avoué agréé à Paris, rue Croix-des-Petits-Champs, n. 38, successeur de M^e Halphen. Feuille de ce journal du 11 courant. — Colonne des publications légales, insertion n^o 9343, 8^e et 10^e lignes, au lieu de rue Martel, n^o 2, lisez rue Martel, n^o 21. (9350)

ERRATUM. Etude de M^e Alfred MARTEL, avoué agréé à Paris, rue Croix-des-Petits-Champs, n. 38, successeur de M^e Halphen. Feuille de ce journal du 11 courant. — Colonne des publications légales, insertion n^o 9343, 8^e et 10^e lignes, au lieu de rue Martel, n^o 2, lisez rue Martel, n^o 21. (9350)

ERRATUM. Etude de M^e Alfred MARTEL, avoué agréé à Paris, rue Croix-des-Petits-Champs, n. 38, successeur de M^e Halphen. Feuille de ce journal du 11 courant. — Colonne des publications légales, insertion n^o 9343, 8^e et 10^e lignes, au lieu de rue Martel, n^o 2, lisez rue Martel, n^o 21. (9350)

ERRATUM. Etude de M^e Alfred MARTEL, avoué agréé à Paris, rue Croix-des-Petits-Champs, n. 38, successeur de M^e Halphen. Feuille de ce journal du 11 courant. — Colonne des publications légales, insertion n^o 9343, 8^e et 10^e lignes, au lieu de rue Martel, n^o 2, lisez rue Martel, n^o 21. (9350)

ERRATUM. Etude de M^e Alfred MARTEL, avoué agréé à Paris, rue Croix-des-Petits-Champs, n. 38, successeur de M^e Halphen. Feuille de ce journal du 11 courant. — Colonne des publications légales, insertion n^o 9343, 8^e et 10^e lignes, au lieu de rue Martel, n^o 2, lisez rue Martel, n^o 21. (9350)

ERRATUM. Etude de M^e Alfred MARTEL, avoué agréé à Paris, rue Croix-des-Petits-Champs, n. 38, successeur de M^e Halphen. Feuille de ce journal du 11 courant. — Colonne des publications légales, insertion n^o 9343, 8^e et 10^e lignes, au lieu de rue Martel, n^o 2, lisez rue Martel, n^o 21. (9350)

ERRATUM. Etude de M^e Alfred MARTEL, avoué agréé à Paris, rue Croix-des-Petits-Champs, n. 38, successeur de M^e Halphen. Feuille de ce journal du 11 courant. — Colonne des publications légales, insertion n^o 9343, 8^e et 10^e lignes, au lieu de rue Martel, n^o 2, lisez rue Martel, n^o 21. (9350)

ERRATUM. Etude de M^e Alfred MARTEL, avoué agréé à Paris, rue Croix-des-Petits-Champs, n. 38, successeur de M^e Halphen. Feuille de ce journal du 11 courant. — Colonne des publications légales, insertion n^o 9343, 8^e et 10^e lignes, au lieu de rue Martel, n^o 2, lisez rue Martel, n^o 21. (9350)

ERRATUM. Etude de M^e